13e année
numéro 243

25 mars 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

Guerre des Etats ou guerre des classes ?
par E. BERTH

Le prolétariat espagnol lutte sur deux fronts
par L. NICOLAS

La tragédie du Sud-Tunisien
par H. ZAMANE

M. Sadoul et les bandits
par A. ROSMER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 243

(25 mars 1937)

Guerre des Etats ou guerre des classes.... Edouard BERTH.

M. Sadoul et les bandits .... A. ROSMER.

Le prolétariat espagnol lutte sur deux fronts. L. NICOLAS.

La tragédie du Sud-Tunisien .... Hadi ZAMANE.

Les leçons des assassinats de Metlaoui .... J.-P. FINIDORI.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Guerre des Etats ou guerre des classes ?

A bas tous les tricolores ! Et vive le drapeau rouge ! « l'étendard fédéral, dit Proud'hon, du genre humain ».

Lorsqu'en 1924 je publiai « Guerre des Etats ou guerre des classes ? », je ne pensais pas encore si bien dire, mais, en vérité, plus la situation européenne se développe, et plus il apparaît, d'une manière éclatante, que la guerre des Etats n'est plus qu'un masque, un paravent, une couverture, derrière lesquels se joue la vraie guerre, la guerre des classes. Je cherche, en ce mois de février 1937, un homme qui ne jugerait des choses et des événements qu'en fonction de son pays; je cherche, autrement dit, un *patriote,* un *national,* et je ne trouve personne — sauf, peut-être, cet excellent Buré, mais, précisément, Buré fait *cavalier seul* dans le camp des... nationaux et il se fait traiter de *vendu* par Maurras, dont l'*Action Française* est devenue tout ce qu'on voudra et, en tout cas, Action plus italienne que française. Nos *nationalistes,* nos Français 100 %, nos « La France aux Français » ne jurent plus que par Hitler ou Mussolini, n'espèrent plus qu'en Hitler ou en Mussolini, pour mater les masses populaires, et Franco leur apparaît comme un sauveur supplémentaire, Franco, que soutiennent Hitler et Mussolini, Franco ,qui préfère exterminer la moitié de l'Espagne plutôt que de renoncer à la remettre entre les mains des... Espagnols, c'est-à-dire des cléricaux, des aristocrates et des latifundistes (*ubi solitudinem faciunt, pacem appellant* — faire le désert, pour eux, c'est faire la paix —, disait déjà Tacite), Franco, qui, pour sauver la chrétienté, fait revenir les Maures en Espagne, et c'était bien la peine que Hitler fit tant de raffût avec les troupes noires sur le Rhin ! Mais, dans la croisade contre le communisme, le Pape lui-même ferait appel au diable, et il s'est, en fait, rapproché du *néo-païen* Hitler; car, sans doute, vaut-il mieux encore un *faux dieu,* comme Odin, que pas de dieu du tout et que l'athéisme communiste. Pie XI n'est pas de l'avis de Pascal, qui préférait, lui, l'athéisme déclaré au... *déisme;* mais Pascal est un « anarchiste pieux », et un pape préférera toujours un autre pape à la négation de tout papisme; *la vraie religion,* de nos jours, c'est celle qui maintient les masses dans l'obéissance et la soumission à l'ordre établi, c'est-à-dire bourgeois; tout le reste est... *athéisme !* Staline est bien, lui aussi, une manière de Pape, mais les avances de nos communistes staliniens aux catholiques, pour constituer leur « Front Français », sentent trop encore le fagot : pas si bête, et, vraiment, ce loup, qui se déguise en berger, a trop souvent, comme l'autre, menti, je veux dire évolué !

◇◆◇

« Front Français » ? Eh, pourquoi pas, ô communistes staliniens, Front révolutionnaire? Si un vrai nationaliste est celui qui juge de tout par rapport à son pays — et nous savons de reste que de tels nationalistes, il n'en subsiste plus guère, sauf, encore un coup, cet excellent Buré — un vrai révolutionnaire n'est-il pas celui qui juge de tout par rapport à la Révolution ? Proudhon, à la fin de sa *Justice,* donnait des « nouvelles de la Révolution » en une sorte de feuilleton tenu à jour; la Révolution, disait-il, n'est ni russe ni germanique, ni italienne, ni française; elle est, par essence, définition et construction, internationale, et quiconque admet encore le concept *patrie* ou *nation* se déclare *ipso facto* contre-révolutionnaire, la nation étant devenue, par excellence, le lieu géométrique de toutes les réactions. Or, voilà que vous nous parlez maintenant de « votre France » avec une sorte de nouvel amour, voilà que, comme Herriot, vous vous penchez avec attendrissement sur votre « mère malade » et que vous chantez la *Marseillaise* et que vous adoptez Jeanne d'Arc, et que vous mêlez le « tricolore » au « rouge » !

Qu'est-ce à dire ? Quelle est cette nouvelle palinodie ? Staline, sans doute, a donné naguère son blanc-seing à la politique de Laval, et il faut donc que la France reste ou redevienne « forte, libre et heureuse », c'est-à-dire ait une armée puissante et soit *unie* — unie jusqu'à confondre dans une communion touchante et sacrée, capitalistes et prolétaires, nationalistes et internationalistes, passé, présent et futur, une vraie salade... russe, quoi, c'est le cas de le dire ! Et voilà que vous avez de l'honneur national une conception si chatouilleuse que vous vous scandalisez de voir Blum déjeuner avec Schacht ! Vraiment, vraiment, est-ce possible et qu'est-ce à dire, encore un coup ? Me direz-vous qu'à vos yeux la Russie incarne la Révolution et que, par conséquent, juger de tout par rapport à la Russie, c'est juger de tout par rapport à la Révolution ? Maurras pourrait nous dire aussi que juger de tout par rapport à l'Italie, c'est juger de tout par rapport au salut de la France, suspendu à la grandeur de Mussolini et que, par conséquent, il reste Français 100 % plus que jamais ! Voire ! La Russie dite des Soviets, mais où, en fait, il n'y a plus de Soviets, mais seulement le pouvoir absolu et dictatorial du dénommé Staline... (le Brutal, disait Lénine, le Grand, clament tous nos actuels thuriféraires, à tour d'encensoir), est-elle encore la Révolution, tient-elle encore le drapeau de la Révolution ? Mais je lis la brochure d'Yvon, mais j'écoute le témoignage de Victor Serge, et celui de Pierre Pascal — témoins sincères, probes et irrécusables, qui n'ont pas passé six semaines en Russie, comme nos intellectuels communistes, et à qui on n'a pas fait voir, comme à ces honorables truchements de la Conscience universelle, ce qu'on a voulu, mais qui ont, pendant des années, vécu, travaillé, en Russie, et... souffert persécution, plongés en pleine pâte prolétarienne et partageant le sort misérable de ces nouveaux *serfs,* serfs non plus féodaux, mais gouvernementaux, que sont devenus les prolétaires russes — et je reste ...rêveur, ou plutôt horrifié.

Ça, la patrie de la Révolution ? Ah, qu'est-ce que cette mystification nouvelle ? Et ce pro-

cès, ce dernier procès de Moscou, où accusateurs et accusés ont rivalisé de vilenie, d'abjection morale, d'avachissement à vous faire prendre en dégoût l'humanité entière et désespérer de son avenir ? Ça, des révolutionnaires, qui se vautrent dans de soi-disant aveux serviles et calculés et s'aplatissent, en lui passant de l'encensoir, devant le Brutal, pour en obtenir vie sauve, et que celui-ci, d'ailleurs, fusille quand même, en hâte, malgré promesse tacite ou implicite ! Nos révolutionnaires, à nous, avaient tout de même une autre allure, soit dit sans le moindre... nationalisme ! C'est *russe,* dit-on; Dostoïevski nous l'a fait bien voir, cette fameuse *âme russe,* incompréhensible aux Occidentaux, qui, pénétrés de culture antique et de tradition chrétienne, ont un sentiment de l'honneur tout de même bien différent. Possible, mais c'est... dégoûtant, et ce spectacle vous donne la nausée ! Et l'on aura beau nous vanter les « réalisations soviétiques » et se pâmer devant elles; nous ne pouvons digérer cela, car si le socialisme doit avilir l'homme et le dégrader, comme jamais peut-être il ne fut avili et dégradé, eh bien, il n'y a pas de *réalisations* qui tiennent !

Le capitalisme, lui aussi, a eu ses réalisations grandioses, Marx l'a reconnu en termes assez magnifiques, et Mussolini aussi peut se vanter de quelques *réalisations* sensationnelles, qui ébahissent nos touristes bourgeois, heureux seulement que les trains, grâce à lui, partent et arrivent à l'heure ! Mais est-ce là le socialisme ? Est-ce là *tout* le socialisme ? Pouah ! Allons, répondez, vous Romain Rolland, que j'ai connu naguère si chatouilleux sur le chapitre liberté, vous André Gide (1), ex-protestant ultra-individualiste, devenu par je ne sais quel sortilège... communiste, et vous André Malraux, vous J. Richard Bloch, vous tous enfin, ô intellectuels, qui ne jurez plus que par Staline, est-ce là ce *monde nouveau,* cette *humanité nouvelle,* dont vous vous faites les hérauts en notre Occident ?

Mais je ne crois pas que le capitalisme lui-même, et le césarisme même napoléonien, aient jamais tant abaissé l'homme ! Non, ce Staline, ce Géorgien, cet Oriental, ce satrape oriental, dépasse toute mesure permise ! Et vous aurez beau dire et beau faire : vous ne ferez pas avaler à un ouvrier français ou à un ouvrier espagnol une telle dénaturation monstrueuse du socialisme ! Ils sont trop pénétrés de la tradition du syndicalisme révolutionnaire pour supporter ce nouveau césarisme asiatique !

◊♦◊

Eh non donc ! Juger de tout par rapport à la Russie dite des Soviets (mais où, encore un coup, il n'y a plus de Soviets), ce n'est pas juger de tout par rapport à la Révolution, car, disons-le carrément, la Russie stalinienne est devenue... la contre-Révolution ! Voilà la vérité ! Vous reprochez, ô communistes, à Blum, avec une mauvaise foi insigne, son attitude vis-à-vis de l'Espagne, et sans doute eût-on souhaité de sa part une conception moins... neutre de la non-intervention; mais encore faut-il dire, à sa décharge, qu'il est gêné aux entournures par ses alliés radicaux. Mais Staline, lui, dictateur absolu de la Russie dite des Soviets, par quoi donc est-il gêné et qu'a-t-il fait de plus pour l'Espagne du Front populaire que Blum (1) ? Dites-le donc et soyez — une fois n'est pas coutume ! — de bonne foi. Vous êtes aussi comiques ou aussi... ignobles (selon l'humeur des spectateurs) dans vos reproches à Blum au sujet de l'Espagne que vous l'êtes quand vous prétendez défendre les libertés démocratiques ou que vous nous parlez de « *votre* France libre, forte et heureuse ». Pareille imposture est-elle permise à des gens de votre acabit, et pouvez-vous la soutenir à la face du ciel, sans que le rouge de la confusion ne vous monte au front ? Mais, sans doute, comme l'autre, vous êtes-vous fait un front qui ne sait plus rougir, et votre machiavélisme de beuglant, dont rougirait Machiavel, se moque bien de toute bonne foi, de toute décence, de toute pudeur. Vous avez, une fois pour toutes, toute honte bue !

Je ne suis qu'un écrivain solitaire et indépendant; mais, vraiment, à voir ce qui se passe et à vivre dans cette horrible et obscène confusion d'idées, d'attitudes et d'actes, où plus rien n'est d'accord avec rien — il y a de quoi s'étrangler d'indignation et mourir de dégoût! Car la Révolution, cette vierge rouge (1) qu'on

---

(1) Aux dernières nouvelles, il paraîtrait que Gide s'est... réveillé du songe stalinien et serait revenu de Russie assez dégoûté : son « Retour de l'U.R.S.S. » marque un désenchantement plutôt amer, et Gide ose critiquer la Russie dite des Soviets. On fait beaucoup de bruit autour de ce petit livre : on n'en a pas fait autant autour de la brochure d'Yvon, pourtant bien plus pertinente et plus significative, émanant d'un ouvrier français ayant vécu et travaillé *onze ans* au... Paradis des Soviets ! Mais Gide est un... Intellectuel, un grand Intellectuel, et son sentiment a, naturellement, aux yeux de nos badauds, plus de poids et de valeur que celui d'un simple prolétaire. Et à quand la *libération* de *l'ex-libérâtre* Romain Rolland, à quand son... désenvoûtement ? Suivra-t-il l'exemple de Gide et osera-t-il se séparer de Staline ? Il n'y a pas plus moutonniers que nos Intellectuels, et Gide ayant donné l'exemple et libéré sa conscience, Romain Rolland libèrera peut-être aussi la sienne ! Tout arrive, et l'on aura tout vu.

(1) La Russie, dite des Soviets, a tout de même, ces derniers temps, porté secours au « Frente popular », et c'est évidemment ce qui explique la résistance de Madrid. Le fameux pacte de non-intervention, cher à Delbos et à Blum, est décidément un simple paravent, derrière lequel les grandes puissances s'immiscent dans la guerre civile espagnole, tout en déclarant ne pas vouloir à aucun prix s'y immiscer : cette *farce* nous aura-t-elle évité la guerre ? Voire ! L'effronterie du fascisme international croît de jour en jour, et il arrivera un moment où il faudra tout de même *se montrer.* On n'aura pas, finalement, évité la guerre, à laquelle, d'ailleurs, tout le monde se prépare fébrilement, mais on aura perdu l'honneur. L'*Entente,* c'est-à-dire l'union des grandes ploutocraties, dites nations libérales et démocratiques aura étalé, une fois de plus, l'hypocrisie profonde de son pacifisme : on paraît craindre la guerre, mais c'est la Révolution qu'on appréhende le plus !

(1) Romantisme, me dira-t-on ! Serez-vous donc toujours *le dernier des romantiques?* Vous détonez dans notre monde réaliste et cynique ! Le marxisme, d'ailleurs, comporte-t-il ce romantisme anachronique et dérisoire ? N'a-t-on pas comparé Marx à Machiavel ? Sans doute, sans doute, et Croce n'a certes pas tort; mais, sous le *réalisme* de Marx, qui n'était pas d'ailleurs le *petit fatalisme,* comme dirait Nietzsche, de ses soi-disant disciples, je discerne une grande passion révolutionnaire, d'origine romantique évidemment, et son idée de « la mission historique du prolétariat moderne »

aurait voulue pure de toute souillure et de toute vilenie, ces Russes staliniens et leurs tristes satellites d'Occident sont parvenus à la souiller, à la déshonorer, et dans quelles conditions ignominieuses, et à quel degré — un degré tel que l'espérance vacillerait au cœur du vrai révolutionnaire, s'il était possible qu'il puisse jamais douter ou désespérer de la Révolution !

Je *sens* et je *pense* socialiste, depuis presque l'âge de raison ; fils d'un républicain, comme il y en avait quelques-uns à la fin de l'Empire, grandi dans un milieu industriel, je suis devenu presque tout naturellement socialiste et, en tant que tel, j'ai déjà dû avaler quelques belles couleuvres; mais il faut avouer que la *couleuvre russe* est d'une taille peu ordinaire et qu'elle a du mal à passer ! L'avais-je cependant saluée avec assez d'enthousiasme, cette Révolution de Lénine, en 1924, dans mon livre de la *Guerre des Etats ou guerre de classes !* Mais depuis, et en seulement douze ans, quelle dégringolade, quelle chute !



S'il est donc impossible d'assimiler à *l'actuelle* Russie dite des Soviets la Révolution et d'incarner en elle ce que, après Sorel, j'ai appelé *le patriotisme révolutionnaire* (nos communistes interprètent drôlement ce patriotisme, en en faisant un chauvinisme très national — disons-le entre parenthèses), il faut convenir que nos hitlériens et mussoliniens français, nos soi-disant nationalistes, ont bien plus de raisons d'incarner leur fascisme dans l'Italie de Benito ou l'Allemagne du bel Adolphe. La Contre-révolution européenne a trouvé en effet en ces deux... ex-prolos un instrument bien adéquat, et leur acolyte espagnol, le Franco francophobe, a toute raison d'envoyer à Hitler le témoignage ému de sa gratitude infinie. S'il triomphe en Espagne et parvient à écraser le Front populaire espagnol, le fascisme international aura certainement remporté une victoire signalée, mais nos prétendus *nationaux* pourront aussi, à bref délai, s'apercevoir que cette victoire sera une défaite... française — tout comme la conquête de l'Ethiopie par leur *cher* Mussolini. Buré s'efforce bien de le leur faire entendre, mais... peine perdue : peu leur en chaut, ils ne pensent, ces patriotes 100 %, qu'à défendre, non la situation de la France dans le monde, mais *leur situation sociale,* leur coffre-fort, ou, si vous voulez, la situation de la Bourgeoisie internationale, dirai-je, en face du Prolétariat international. Mais où est-il, le prolétariat international ? Le prolétariat italien est incorporé à l'Etat italien, le prolétariat allemand à l'Etat hitlérien, et le prolétariat russe a renoncé à toute visée internationale : il est incorporé lui aussi, par le stalinisme, à la Patrie russe ! Si le prolétariat espagnol, à son tour, est écrasé et incorporé à l'Etat de Franco, que restera-t-il d'*international* dans le mouvement ouvrier européen ? L'Angleterre est toujours entre les mains des conservateurs, et si la France est actuellement gouvernée par le Front populaire, qui n'est d'ailleurs qu'une formation très hétéroclite, je crains bien que la défaite du prolétariat espagnol ne soit le prélude de la défaite du prolétariat français !

Lors de l'affaire éthiopienne, les travaillistes anglais avaient inauguré ce qu'on pourrait appeler *la politique internationale du prolétariat,* et Louzon a eu tout à fait raison de les en louer, quoi qu'en aient pu penser des camarades plus chatouilleux sur les principes purs d'un internationalisme abstrait que vraiment conscients des nécessités pratiques d'un internationalisme concret; mais la suite a été lamentable : les conservateurs anglais, un moment ébranlés par l'initiative des travaillistes, ont su reprendre du poil de la bête et, aujourd'hui, leur attitude vis-à-vis de l'Espagne révolutionnaire est pleine de réticence et d'équivoque, comme celle des travaillistes pleine d'hésitations et d'incertitude.

Ce qui se passe en Espagne est pourtant, pour la Révolution européenne, d'une importance capitale, et il aurait fallu, en présence de la félonie de nos fascistes internationaux — Allemagne, Italie et Portugal — le Portugal, cette *colonie* anglaise, cet Etat depuis toujours *vassal* de l'Angleterre, vis-à-vis de qui la Grande-Bretagne n'avait qu'à froncer le sourcil, pour qu'il marchât plus droit ! — que l'Angleterre, la Russie et la France ne se laissassent point lanterner et berner, comme elles l'on fait, à attendre, avec une patience vraiment angélique, la signature d'un pacte qu'on violait déjà outrageusement *avant* et qu'on continue à violer non moins outrageusement *après*. Mais, par peur de la guerre, on a déjà laissé Mussolini s'emparer de l'Ethiopie au nez et à la barbe d'une Société des nations ridiculement et honteusement impuissante et — ce qui est plus étonnant ! — au nez d'un Empire britannique pour la première fois *bravé* : à force de reculer devant l'insolence italienne et l'effronterie hitlérienne, cette guerre, dont on a peur, finira par éclater inévitablement, et le pacifisme bêlant aura démontré, une fois de plus — Buré, ici, a parfaitement raison — qu'il est un dangereux facteur de guerre !

Mais les conservateurs anglais et la finance anglaise ne peuvent évidemment avoir pour l'Espagne du *Frente popular* qu'une sympathie fort mitigée et le pacte franco-soviétique n'a rien, non plus, qui puisse les emballer. Ici se vérifie, encore et toujours, que *les intérêts de classe* l'emportent de beaucoup sur les intérêts strictement *nationaux*: les Etats fascistes constituent un front bien plus uni, bien plus résolu et bien plus audacieux que les Etats dits démocratiques, dont la longanimité, pour ne pas dire la pusillanimité, dépassent les bornes permises et deviennent la risée universelle !



Europe socialiste ou Europe fasciste ? Révolution ou Contre-révolution ? Tel est l'inévitable dilemme, l'inexorable alternative ! Aucun

---

qu'est-ce, sinon un mythe, au sens sorelien du mot ? Socialisme scientifique ? Eh oui, mais personne ne croit plus, je suppose, que cela veuille dire un socialisme issu uniquement de constatations purement scientifiques ! Et si l'on réduit le socialisme aux « réalisations soviétiques », on voit où cela mène — au *stalinisme,* cette monstrueuse adultération du marxisme ! Quoi que l'on dise ou quoi que l'on fasse, et si *objectif* qu'on prétende vouloir être ou rester, il faut toujours, finalement, réintégrer l'*homme*, c'est-à-dire le subjectif et l'idéal, dans toute construction sociale, puisque, comme dit Marx, c'est l'homme qui fait son histoire, et non l'économie toute seule !

moyen d'y échapper ! Et ce dilemme n'est au fond que celui-ci : Guerre ou Révolution ! Si la Révolution n'a pas raison de la Guerre, c'est la Guerre qui aura raison de la Révolution. La Bourgeoisie, dont le système économique s'avère chaque jour un peu plus impuissant et un peu plus détraqué, en présence de la révolte latente ou déclarée des masses ouvrières livrées à un chômage croissant et devenu chronique, n'a pas d'autre ressource, pour se sauver, que de déclencher une nouvelle *grande guerre*. Et la course aux armements, la course infernale, a repris sur un rythme accéléré : Blum lui-même a fait voter *quatre* nouveaux milliards pour la soi-disant « défense nationale » ! Et quand je dis : guerre ou révolution, il ne s'agit pas d'une opposition abstraite entre deux entités, mais cela doit s'entendre de la manière la plus concrète : il s'agit de savoir si la guerre des Etats noiera la guerre de classes ou si celle-ci aura raison de celle-là. Hitler et Mussolini ont osé déclarer qu'ils ne *toléreraient* pas une République ouvrière catalane. Oyez-moi cela : nos deux compères ne *toléreront* pas! Quelle insolence! Et ils viennent de *reconnaître* Franco, leur satellite et leur vassal; ils se croient déjà les maîtres de l'Europe, ma parole ! Ils auraient d'ailleurs bien tort de se gêner, puisqu'ils ne trouvent en face d'eux personne pour leur rabattre le caquet et que la bourgeoisie internationale a mis en eux ses plus chères et secrètes espérances.

Buré s'étonne de trouver chez nos nationaux tant d'*insensibilité nationale* et de voir que l'intérêt de classe le plus sordide l'emporte chez eux, d'une manière aussi scandaleuse, sur l'intérêt dit national. Mais Buré est-il donc resté si... naïf ? Il a pourtant publié une lettre bien significative, où l'un de ses correspondants crie aux nationalistes, parodiant le cri de l'Internationale : *Nationalistes de tous les pays, unissez-vous ! Habemus confitentem reum* : la voilà, notre Internationale des nationaux ! Il s'agit bien d'*intérêt national*, quand il s'agit, pour la bourgeoisie, de savoir qui l'emportera, d'elle ou du prolétariat, et c'est son correspondant cynique qui a raison : Buré retarde, il est resté un patriote *stricto sensu*, il n'est pas *à la page;* et voilà pourquoi il fait cavalier seul au camp des soi-disant nationaux. Un bourgeois français se sent, inévitablement, une sympathie invincible pour Hitler et Mussolini et il crie : *Vive Franco*, aussi naturellement que s'il criait: *Vive moi, vive ma vie*, vive *ma* classe, vive *ma* civilisation ! Il n'y a pas d'intérêt national qui tienne devant un intérêt de classe aussi précis, aussi net, aussi... instinctif. Tous les bourgeois du monde se sentent solidaires; ils veulent, par la force, réduire à néant le prolétariat et l'empêcher de devenir vraiment ind'être du fascisme; il est seulement dommage que tous les prolétaires du monde ne sentent pas leur solidarité essentielle d'une manière aussi précise et que le cri de Marx ait trouvé, jusqu'ici, aussi peu d'écho !

Au moment où le nationalisme semble s'exaspérer partout, on peut affirmer, au contraire, qu'il n'y a plus de *nationalistes* et que le nationalisme n'est qu'un masque, derrière lequel se cache l'intérêt de classe de la bourgeoisie internationale : la Patrie ne sert plus à la bourgeoisie que de moyen pour diviser le prolétariat et l'empêcher de devenir vraiment international; c'est un article pour *l'usage externe !* Quand Hitler s'offre pour être le chef et le paladin de la croisade anticommuniste, on peut dire qu'il est parfaitement sincère (1) et nos soi-disant *nationaux* sont tout prêts à s'enrôler sous sa bannière, ainsi que sous celle de Mussolini et de Franco, ces trois sinistres compères. Buré s'en étonne et s'en scandalise. Mais je ne puis croire qu'il connaisse si peu nos bourgeois et il n'a jamais passé pour être, comme on dit, « de la bonne année ». Buré, ancien socialiste et ayant gardé de son passage à travers le marxisme une intelligence des faits sociaux qui le distinguera toujours de nos réactionnaires imbéciles, dont le crétinisme évoque l'Himalaya, Buré *feint* d'être étonné — mais il est aussi fixé que nous sur le fond des choses. *Risum teneatis !*



L'Europe sera fasciste ou socialiste; la Bourgeoisie maintiendra sa domination, et le prolétariat sera bouclé, muselé, réduit à l'impuissance : il l'est déjà en Allemagne, en Italie, en Autriche, et s'il est vaincu en Espagne, il le sera bientôt en France ! Et ce sera une espèce de nouveau Moyen-Age, quelque chose de hideux et d'innommable comme régime, une reculade de plusieurs siècles et pour plusieurs siècles. Ou, au contraire, Franco sera vaincu en Espagne et ce sera, pour le fascisme international, le commencement de la débâcle; et soyez persuadé que Hitler et Mussolini s'en rendent parfaitement compte et feront tout ce qu'il faudra, pour que Franco triomphe. L'enjeu est formidable : il y va du destin de l'Europe et du monde. Si, sous le couvert d'une nouvelle grande guerre des Etats, la bourgeoisie réussit encore une fois à enrôler le prolétariat sous sa bannière tricolore, comme en 1914; si, autrement dit, la guerre des classes est, encore une fois, noyée dans cette guerre des Etats, c'en est fait du socialisme pour longtemps, et l'humanité devra retraverser, comme

---

(1) Dira-t-on au contraire que s'est l'*anticommunisme* qui sert de masque à l'impérialisme germanique pour réaliser ses desseins ? La confusion des deux thèmes — le thème national et le thème social — qui est au cœur du *national-socialisme*, rend parfois difficile à résoudre la question de savoir qui des deux l'emporte; mais une chose est certaine, c'est que l'intérêt essentiel de la bourgeoisie est de maintenir vivace le thème national, pour conserver sa domination de classe : *diviser pour régner*, et il faut que le prolétariat reste divisé en clans nationaux et ne devienne pas vraiment internationale, voilà la nécessité primordiale ! Le thème national est donc le thème social par excellance pour la bourgeoisie, qui, en tous pays, tout en se déclarant nationaliste et superpatriote, n'en pratique pas moins, derrière ce nationalisme, un véritable internationalisme, celui des affaires et des armements, et c'est tout profit pour elle : cela lui permet de garder une armature militaire puissante, *à usage interne*, de transformer les chômeurs en soldats et d'entretenir une *psychose de guerre* éminemment favorable à sa dictature de classe. La bourgeoisie n'est certes pas très guerrière ni très militariste, ellle est même assez volontiers pacifiste — mais ce pacifisme est une manifestation de la profonde hypocrisie à laquelle sa situation de classe amphibie la condamne historiquement : il a, pour but essentiel, d'endormir le prolétariat, car, aux colonies, la bourgeoisie, même et peut-être surtout celle de gauche, reste... *conquérante*.

après la chute du monde antique, un nouveau Moyen-Age (1).

Le pacifisme peut être actif ou passif, conservateur ou révolutionnaire. Or, je crains fort que le pacifisme de Blum ne soit un pacifisme passif et conservateur, comme le pacifisme bourgeois en général. Blum parle encore de défendre « le sol national ». Il se place ainsi sur un terrain où la bourgeoisie est, d'avance, maîtresse et souveraine. Mais il n'y a plus de « sol national », le sol est international; il y a un sol révolutionnaire et il y a un sol bourgeois — Hitler et Mussolini, qui ne veulent pas *tolérer* une république ouvrière catalane, le savent bien. Ce qu'il faut, c'est ne plus abandonner un pouce du sol révolutionnaire et c'est faire comprendre à la Bourgeoisie, catégoriquement, qu'on ne marchera plus, *à aucun prix,* sous sa bannière tricolore — même pour écraser, soi-disant, Hitler ou Mussolini. En 1914, on fit marcher le prolétariat français contre Guillaume II, censé représenter la Réaction européenne, comme on fit marcher le prolétariat allemand contre la Russie, censée représenter, elle aussi, cette même Réaction. Il ne faut pas que Hitler et Mussolini jouent aujourd'hui le même rôle *d'épouvantails à moineaux... socialistes.* La vraie manière de se débarrasser de ces deux compères, c'est de miner, socialement, le sol sous leurs pieds et de donner aux prolétariats allemand et italien l'occasion et l'exemple d'une attitude vraiment révolutionnaire.

Si la réaction est contagieuse, la Révolution l'est aussi, et combien plus ! Il y avait en Allemagne, avant le coup de Hitler, 8 millions de social-démocrates et 5 millions de communistes: tout ce monde-là n'est pas mort, tout ce monde-là n'est que, provisoirement, muselé et n'attend, sans doute, qu'une occasion pour se réveiller et se libérer. De même, en Italie, qui, en 1919 et 1920, était à la veille de la Révolution et comptait une énorme majorité socialiste : l'Italie révolutionnaire n'est pas morte non plus, que je sache; elle n'est que bouclée, et n'attend, elle aussi, qu'une occasion pour se redresser et se libérer ! Hitler et Mussolini le savent bien, ils savent que, dans la situation économique catastrophique où sont restés le peuple allemand et le peuple italien, qui ne mangent pas à leur faim et que la fumée des canons et les parades spectaculaires ne nourriront pas éternellement, il suffirait d'un *exemple* pour déterminer un courant formidablement contagieux (1); et c'est pourquoi ils ne veulent pas *tolérer* que Barcelone reste entre les mains des anarcho-syndicalistes : il leur faut, à tout prix, éteindre ce nouveau foyer de l'incendie révolutionnaire. La tactique communiste, qui prépare les esprits à une nouvelle *union sacrée* et, par conséquent, à une nouvelle guerre des Etats, est une tactique déplorable et désastreuse. La Russie dite soviétique est évidemment menacée, prise, comme elle est, entre le Japon et l'Allemagne; mais comment peut-elle échapper au resserrement de cet étau ? Est-ce par une politique de rapprochement avec d'autres Etats également menacés et en mettant en veilleuse, chez elle, la Révolution, comme le fait Staline ? Ou en restant à la tête du mouvement révolutionnaire mondial ? La Révolution européenne, seule, pourrait la sauver, et Hitler le sait bien, qui vient de conclure avec le Japon cet accord anticommuniste, qui s'étendra sans doute à l'Italie et à l'Espagne, si Franco l'emporte ! Malheureusement, la Russie dite des Soviets a déçu les espérances de tous les vrais révolutionnaires; l'enthousiasme, que, du temps de Lénine, avait saisi tous ceux qui, en Europe et dans le monde entier, avaient cru pouvoir saluer en elle la nation *tête de file* de la Révolution universelle, est tombé, comme dit l'ineffable *Temps,* moniteur solennel et prud'hommesque de la République... du Comité des Forges et du Comité des Houillères, la Russie est rentrée « dans le circuit des nations capitalistes », en consentant à faire partie de cette Société des Nations, qui n'est que leur consortium; Staline est devenu l'organe d'une sorte de patriotisme russe et nos communistes, après lui, toujours bons et fidèles suiveurs, voudraient réveiller le patriotisme français; et nous voilà, de nouveau, repris dans le vieux cycle guerrier, dans l'infernale course aux

---

(1) Pourrons-nous échapper à la nécessité du *ricorso vichien ?* Et n'assisterons-nous pas à une *ruine du monde moderne,* analogue à la *ruine du monde antique ?* Les Barbares sont venus apporter des valeurs nouvelles et la civilisation, après la longue *pénitence médiévale,* comme dit Sorel, a pu reprendre sa marche en avant. Nos fascistes ne sont-ils pas comme de *nouveaux barbares,* destinés à liquider la civilisation dite libérale et socialisante ? Seulement, ces nouveaux barbares sont des... *barbares civilisés;* et ils n'apportent, comme valeurs nouvelles, que de sinistres vieilleries. L'avenir du monde, par suite, est bien incertain, bien trouble et bien indéterminé !

(1) Est-il donc *utopique* d'escompter un réveil révolutionnaire en Allemagne et en Italie ? Les *camps de concentration* et les *Iles Lipari* ont-ils vidé de tous leurs éléments actifs les masses allemandes et italiennes ? Hitler et Mussolini ont-ils à ce point, maté et dressé leurs peuples ou les ont-ils, à ce degré, paralysés et saoulés, qu'un franc *exemple révolutionnaire* ne puisse les dégriser ? ou faudra-t-il vraiment leur porter la liberté à la pointe de nouvelles... *baïonnettes intelligentes?* Le procédé s'est toujours révélé d'un usage bien périlleux pour cette liberté, et la guerre s'accompagne toujours, forcément, d'un réveil formidable des idées autoritaires. Si Napoléon peut être, à la rigueur, considéré comme étant *la Révolution bottée,* il n'en a pas moins restauré, en grande partie, une sorte d'Ancien régime, dont nous ne sommes pas encore sortis. Et le fascisme est issu de la *grande guerre !* La Révolution russe aussi, dira-t-on; oui, sans doute, mais le développement même de cette Révolution montre combien est dangereuse pour la liberté cette... source impure. Guerre ou Révolution : encore une fois, le dilemme est invincible. Si, de nouveau, le prolétariat se laisse, sous un prétexte quelconque, enrôler sous la bannière tricolore, c'est-à-dire sous la bannière de la bourgeoisie, c'en est fait, pour longtemps encore, de toute perspective réellement révolutionnaire. Avant 1914, les socialistes avaient solennellement déclaré qu'à une déclaration de guerre, ils répondraient par la grève générale. Ils n'en ont rien fait, Guesde et Vaillant sont devenus ministres dans l'*Union sacrée* et Jouhaux accepta son sursis d'appel pour mettre la C.G.T. à la disposition du gouvernement. Verra-t-on se répéter, en 1937, cette colossale duperie ? La situation, aujourd'hui est plus trouble encore qu'en 1914, car Hitler, plus encore que Guillaume II, peut passer pour incarner la réaction européenne et nos communistes staliniens voudront défendre la Russie, dite des Soviets, comme incarnant la Révolution européenne ! Et le tour sera joué !

armements, qui ne peut aboutir qu'à une nouvelle grande guerre des Etats ! Le sol révolutionnaire se rétrécit chaque jour davantage, comme la peau de chagrin de Balzac; il ne reste plus, en Espagne, que la république catalane, et en France, la position du Front populaire, à la suite des timidités et des hésitations de Blum (1) est singulièrement précaire et minée. L'Europe va-t-elle donc devenir tout entière fasciste et allons-nous être soumis, *tous*, à cette *pénitence médiévale*, que prédisait naguère Sorel? La situation révolutionnaire est-elle, autrement dit, désespérée ? C'est parfois au moment où tout semble perdu, que tout est sauvé. Franco croyait bien ne faire qu'une bouchée de l'Espagne populaire : or, après six mois d'une lutte acharnée, il n'en est encore pourtant qu'aux portes de Madrid, et ses Maures et ses légionnaires restent isolés, au milieu d'un peuple sourdement hostile : ces « chiens enragés », qui traitent la *canaille* espagnole comme les lyncheurs américains traitent les nègres, n'ont pas encore pu réduire la résistance héroïque des miliciens, malgré tout l'appui que leur ont donné Hitler, Mussolini, Salazar et Cie. Courage donc, ô révolutionnaires de tous pays, la partie n'est pas encore perdue, la *tornade* fasciste passera — mais où donc est le Danton qui, par-dessus toutes les bannières tricolores, fera claquer au vent le drapeau rouge, « étendard fédéral du genre humain » ? Toute la force de nos adversaires, bourgeois universels dont l'économie craque et chancelle, n'est faite que de vos timidités et de vos faiblesses : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! A la *force bourgeoise*, qui se condense et se résume dans les diverses dictatures et voudrait reconstituer le vieil Etat-Moloch, opposez la violence sacrée de la Révolution prolétarienne ! A l'Internationale des nationaux, c'est-à-dire des bourgeois, qui voudrait restaurer le vieux concept de l'Autorité absolutiste des anciens régimes révolus, opposez l'Internationale des travailleurs, qui ne peut être que l'Internationale de la Liberté révolutionnaire ! Et que, pour tout dire, la guerre des classes ait enfin raison de la guerre des Etats !

Edouard BERTH.

(1) Mais s'agit-il encore de timidités et de faiblesses ? Voici que Blum s'engage sur une voie nettement *réactionnaire*, avec sa loi sur l'arbitrage obligatoire qui supprime les grèves, et sa loi sur la presse, qui, sous prétexte de réprimer la calomnie va bâillonner une essentielle *liberté démocratique*. L'arbitrage obligatoire ? Mais les syndicats l'ont toujours repoussé et condamné : et voici que Jouhaux, d'accord avec Blum, l'accepte ! La *correctionnalisation* des délits de presse ? Mais Blum lui-même, il n'y a pas seulement deux ans, la condamnait, comme une mesure *essentiellement réactionnaire* et que tous les gouvernements réactionnaires ont adoptés ou préconisés ! Qu'est-ce à dire ? J'ai toujours pensé que le Front populaire serait une nouvelle mystification, et que, sous prétexte d'écarter le fascisme, il le ferait sûrement triompher. Un *fascisme de gauche* est plus pernicieux encore qu'un fascisme de droite; or, comme le but essentiel du fascisme est de retirer à la classe ouvrière sa pleine liberté de mouvement, on peut dire que Blum, avec son arbitrage obligatoire et sa loi sur la presse, fait nettement du fascisme... de gauche! Derrière Blum, le dévaluateur à la manque, c'est le capitalisme de gauche qui agit : les occupations d'usines, qui chiffonnent tant nos radicaux, doivent cesser, il faut que l'ordre soit rétabli, pour que les affaires reprennent; d'où ces « moyens appropriés », que sont l'arbitrage obligatoire et la loi sur la presse. Et Dunois aura beau dre et insinuer que ceux qui restent opposés à l'arbitrage obligatoire retardent de... trente ans: il ne fera pas que le but essentiel de cette mesure... *avancée* ne soit d'arriver à supprimer la grève et l'occupation des usines, que Salengro avait promis de faire cesser. Or, supprimer la grève, c'est revenir à la situation d'avant... 1864, manière singulière de se montrer à la hauteur du... progrès, et c'est imiter les *régimes dictatoriaux et fascistes !*

Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou

Le Comité répond à un article de Mme TABOUIS

Nous avons eu la surprise de lire un article paru dans l'*Œuvre* du 8 mars, sous le titre : « M. von Ribbentrop sera demain à Londres », dans lequel Mme Geneviève Tabouis prend à son compte, à propos du procès de Moscou, un certain nombre de contre-vérités particulièrement scandaleuses.

L'auteur de l'article déclare que « les débats de ce procès ont établi d'un façon parfaitement claire aux yeux de tous les lecteurs, les liens qui existaient entre les inculpés d'un côté et la Gestapo allemande ainsi que les agents du Japon d'autre part ». Cette façon d'affirmer comme « parfaitement établi : « que le fils de Trotsky n'a jamais chaque jour apporte un nouveau démenti est pour le moins singulière. Il est possible que Mme Tabouis ignore ou désire ignorer ce qui est parfaitement établi : « que le fils de Trostky n'a jamais été à Copenhague, que le voyage de Piatakov à Oslo ne s'est jamais réalisé, que l'entretien de Trotsky avec le pseudo émissaire de Radek, Romm, au Bois de Boulogne, n'a jamais eu lieu », qu'ainsi s'effondrent les pièces maîtresses des procès et qu'il se vérifie chaque jour, selon la phrase du Président de l'Internationale ouvrière socialiste, que ces grands complots « ont été montés par la police exclusivement ». Mais peut-on présenter alors son opinion aux lecteurs de l'*Œuvre ?*

L'auteur ne dissimule pas les conclusions qu'il poursuit : il désire démontrer d'une part « que Trotsky et ses complices (*sic*) » ne peuvent plus être représentés « comme les vrais révolutionnaires s'élevant contre les tendances thermidoriennes des dirigeants soviétiques » et d'autre part que les grandes chancelleries « semblent avoir fait leur profit de telles preuves et considéré que la solidité du régime en U.R.S.S. est plus que jamais un facteur essentiel de stabilité mondiale ».

Il n'appartient pas à notre Comité de discuter une thèse politique à quelque audace que l'indépendance de sa plume en conduise l'auteur. Mais nous protestons contre l'utilisation, à l'appui de ces thèses, d'accusations calomnieuses, déjà amplement démasquées, qui ont couvert des dizaines d'assassinats et à la faveur desquelles de nouveaux assassinats se préparent contre les révolutionnaires russes — avec ou sans l'appui des grandes chancelleries subtilement sollicitées. Une limite s'impose à la conjonction de la haute politique ou de la diplomatie de coulisses avec la basse police. Forts de documents recueillis par nous — et que nous tenons à la disposition de Mme Tabouis comme des quelques apologistes de bonne foi ou de mauvaise foi du procès de Moscou — nous nous élevons contre la reproduction d'assertions contraires à la vérité et destinées à couvrir la tâche des bourreaux.

M. Sadoul et les bandits

Nous empruntons au bulletin du Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou cette réponse, utile et solide, faite par Rosmer à M. Jacques Sadoul.

Lénine avait un bon moyen de défense contre ce qui était trop bête ou trop malpropre : le rire. Non pas son bon rire habituel, malicieux et cordial, mais un rire nerveux et volontaire qui signifiait : pas besoin de s'indigner, le mépris suffit.

Sans doute faudrait-il accueillir ainsi l'article de M. Sadoul que l'*Humanité* a publié dans son numéro du 2 février. C'est, en marge du dernier procès de Moscou, et sous prétexte d'une biographie de Victor Serge, un petit paquet d'ordures déposé au bord des ruisseaux de sang des caves du Guépéou. L'article n'était pas destiné à l'*Humanité;* c'était un produit pour l'exportation, à l'usage exclusif des citoyens soviétiques — une correspondance pour les *Izviestia.* D'où un ton grossier, inhabituel à M. Sadoul, mais correspondant aux vociférations du procureur Vychinski. Si l'on s'intéressait aux avatars de M. Sadoul, il faudrait constater que ce beau monsieur, ancien officier de l'armée française, en est arrivé à faire un métier bien dégoûtant pour gagner sa vie. Il semble d'ailleurs n'avoir pas été très satisfait de voir sa prose reproduite dans l'*Humanité.* Il tint à faire savoir qu'il s'agissait d'une correspondance pour les *Izviestia,* reprise à son insu par l'organe stalinien et qu'ainsi s'expliquaient les négligences de la forme. Mais c'est surtout la vérité plus encore que la langue française qui était maltraitée.

Si étrange que cela puisse paraître chez un stalinien, il se plaçait sur le terrain de la morale, de l'honnêteté, de la défense des braves gens contre les bandits. Victor Serge n'était pas un homme politique, c'était un bandit et une sorte d'agent de liaison, dans le temps, entre deux « bandes », la « bande à Bonnot » d'avant-guerre et la « bande à Trotsky » d'aujourd'hui. Il ne s'agit plus de doctrines politiques mais de vols, de cambriolages, d'attentats, d'assassinats, etc... La caractéristique du mensonge stalinien c'est la sottise. Mais ce grossier bourrage de crânes dispose de moyens matériels immenses, il empoisonne chaque matin des dizaines de mille d'ouvriers. Il faut le dénoncer.

Qu'était-ce donc que ces « bandits tragiques » d'avant-guerre dont la presse se plaisait à conter les exploits ? Des rebelles, des révoltés, des hommes ayant, dès leur enfance, souffert de la société, de ses contraintes, de ses préjugés, des misères qu'elle engendre. Ils trouvèrent dans l'anarchisme individualiste une doctrine exprimant leurs révoltes, leur apportant une conception d'ensemble des rapports humains et une conduite de vie. L'anarchisme individualiste s'était développé régulièrement depuis les années 80 en marge de l'anarchisme communiste qui s'inspirait de la pensée d'Elisée Reclus et de Pierre Kropotkine. La connaissance des idées de Stirner, traduit alors en français et abondamment commenté, vint le consolider. Pour les individualistes, la grande question était de vivre complètement hors des conventions sociales et de se soustraire à à l'exploitation capitaliste. Quiconque travaillait, soit dans une usine soit dans un bureau, était considéré comme un soutien de cette société bourgeoise qu'il s'agissait d'abattre. Comment trouver alors des moyens d'existence ? Il fallait préparer des « coups », dévaliser un garçon de recettes, vider la caisse d'une banque, la plus grande partie des sommes ramassées étant destinées à la propagande des idées. Il faut dire que même chez les anarchistes communistes, la question de « vol » avait été plus d'une fois posée précisément pour permettre la publication des journaux anarchistes toujours à court d'argent. J'expose la théorie; je ne la défends pas; j'ai écrit contre elle à l'époque des « bandits tragiques » et je pense toujours qu'elle a infiniment plus de dangers que d'avantages même lorsqu'elle est appliquée sous la stricte direction d'une organisation.

Mais le rôle de Victor Serge dans toute cette affaire ? Il est rédacteur à l'*Anarchie,* où ont fréquenté pendant quelque temps les « bandits ». Il les connaissait. Il refuse de les dénoncer, de se faire l'auxiliaire d'une police qui ne brille pas par son courage. Et parce qu'il maintient courageusement son refus, il est condamné. Il ne s'agit pas d'une explication trouvée après coup mais d'un fait que relatent tous les journaux de l'époque.

Et, ici, il faut poser une question : est-ce que, dans l'histoire du mouvement ouvrier, on ne trouve que les anarchistes individualistes se livrant systématiquement à des « expropriations » ? Non, il en est d'autres, et M. Sadoul, bien qu'il n'en dise rien, doit les connaître. Ce sont, notamment, les bolcheviks. Pendant toute la période qui a suivi la Révolution de 1905, la question des « expropriations » revient constamment à l'ordre du jour, dans les discussions et polémiques entre les partis ouvriers de Russie. A tel point qu'on adopte une abréviation pour ce mot d'un si fréquent usage. On dit les « ex ». Elles ont leurs partisans et leurs adversaires. Et, naturellement, on ne fait pas que discuter. On « exproprie ». Et pas seulement les bolcheviks. Aussi le Parti socialiste polonais, avec Pilsudski. Aussi le Parti social-démocrate letton, qui fait figurer dans ses recettes les sommes provenant d' « ex ». Aussi les socialistes révolutionnaires qui, par exemple, à Moscou, le 20 février/7 mars 1906, envoyaient vingt hommes armés contre la Banque de la Société commerciale de crédit mutuel qui attaquèrent et désarmèrent les quatre agents de police qui gardaient la Banque et s'emparèrent d'un butin de 875.000 roubles. Enfin, aux « ex », Lénine consacra plusieurs articles dont voici un passage essentiel :

On nous dit : la guerre de partisans rapproché le prolétariat conscient des bas-fonds, des gueux, des ivrognes. C'est vrai. Mais de cela il faut conclure seulement que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure, par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette dernière condition n'est pas remplie, tous les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat de couches non-prolétariennes, au-dessus ou au-dessous de lui, et, si l'on se laisse entraîner par le courant fatal des choses, tous les procédés sont dénaturés, prostitués. Les grèves, abandonnées au gré des événements, dégénèrent en « alliances », en accord des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs; le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des « libertés publiques », du « libéralisme », de la « démocratie », du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes. Le journal devient l'entremetteur, accessible à tous, il est l'instrument de la perversion des masses, il flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc...

Toutes ces informations se trouvent dans le tome X des Œuvres complètes de Lénine (traduction française) publié en 1930 par les Editions sociales in-

ternationales. Plus récemment, en 1933, le Bureau d'éditions du Parti communiste a donné, dans la collection « Episodes et vies révolutionnaires », une brochure de S. Obolenskaïa portant pour titre : « Kamo, la vie d'un véritable révolutionnaire ». Or Kamo fut un des expropriateurs les plus courageux et les plus audacieux, et Obolenskaïa raconte ainsi un de ses exploits :

Rentré à Tiflis, Kamo entre dans un groupe technique clandestin qui avait pour but d'accroître les ressources du parti, d'organiser les évasions, d'acheter et de garder des armes, etc... Le premier acte de ce groupe fut l'expropriation de Koutaïs en 1907, *qui donna à la caisse du parti* 15.000 *roubles or. La police mise sur pied par l'expropriation déployait tout son zèle pour s'emparer de Kamo, mais le « brigand caucasien », comme l'appelait en plaisantant Ilitch* (*Lénine*) *erstait insaisissable.*

Exploit éclipsé un peu plus tard par une opération beaucoup plus importante, à Tiflis, dont le prologue consista dans le lancement de dix bombes au square Erivan pour s'emparer ensuite des 341.000 roubles que transportait un courrier de la Banque d'Etat. Et particulièrement intéressant parce qu'il eut lieu sous la direction de Staline.

Sans doute Lénine a écrit que ce moyen de lutte « doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme ». Mais remplacez socialisme par anarchisme et vous avez exactement la justification anarchiste des expropriations, pas seulement en France mais en Espagne, dans l'Amérique du Sud, etc... De sorte que si l'on veut appliquer honnêtement le *mutadis mutandis* de M. Sadoul il faut dire : de la « bande à Bonnot » à la « bande à Staline ».

Mais M. Sadoul ne dit rien de la « bande à Staline » et parle au contraire de la « bande à Trotsky », de ses assassinats, de ses vols, etc... Il s'agit ici, on l'a compris, d' « expliquer » les nombreux accidents qui se produisent dans les mines, dans les usines, sur les chemins de fer, accidents qui sont parfois de meurtrières catastrophes. Qui les provoque ? une « bande » ? Pure sottise par quoi on s'efforce de masquer leur cause véritable, qui réside uniquement dans l'industrialisation de l'U.R.S.S., dans la façon dont est conduite cette industrialisation, dans son allure effrénée, dans l'inexistence des mesures de sécurité élémentaires, dans la suppression de tout contrôle ouvrier. Une industrialisation qui rappelle, en pire, l'industrialisation antérieure des pays capitalistes où l'on n'était pas non plus ménager des existences humaines. Kléber Legay a apporté là-dessus un témoignage décisif en ce qui concerne le travail dans les mines, où il est expert : c'est son métier. Témoignage confirmé par les trois autres mineurs qui l'accompagnaient dans son voyage en U.R.S.S. et contesté — mollement d'ailleurs — par un seul des membres de sa délégation, le député Quinet qui, étant stalinien orthodoxe, ne peut se permettre de dire ce que ses yeux ont vu, et se rend par là vraiment complice de la persistance de méthodes de travail funestes, et des accidents qui en seront la conséquence.

Les « sabotages » qui se soldent par des morts d'hommes et qu'on tente d'attribuer aux « trotskistes » sont le fait d'une politique absurde mise en pratique par des bureaucrates criminels. Et de même que, lorsque des chefs militaires conduisent, par leur impéritie, leurs troupes au massacre, on a recours pour « expliquer » la défaite à la « trahison », de même ici, le « sabotage trotskiste » est inventé pour couvrir les vrais responsables : Staline et sa bureaucratie sont sacrés; leur infaillibilité ne doit pas être effleurée par le doute.

Faut-il maintenant reprendre un par un les mensonges de M. Sadoul concernant l'activité de Victor Serge en Russie soviétique ? Je me bornerai à apporter mon témoignage.

J'ai rencontré pour la première fois Victor Serge et M. Sadoul, en juin 1920, à Pétrograd et à Moscou où je restais jusqu'en septembre 1921; j'ai pu les voir à l'œuvre. C'est vrai, comme l'a rappelé Victor Serge, que le groupe communiste français avait mis M. Sadoul à l'index. Pourquoi ? Parce que M. Sadoul se jugeait trop grand seigneur pour consentir à faire des travaux « littéraires » ainsi qu'il écrit dédaigneusement, parce qu'il était toujours un capitaine devant des soldats de deuxième classe et jamais un camarade au milieu d'autres camarades. Il se considérait comme un grand chef en disponibilité qui ne pouvait, sans déchoir, accepter autre chose que des tâches politiques de grande importance. Seulement les bolcheviks russes — ceux qu'on exécute maintenant — avaient de lui une autre opinion et il restait sans emploi, tandis que les camarades français, chacun au poste qui lui était confié, donnaient leur plein effort en des journées fort longues d'acharné labeur. Victor Serge, pour sa part, avait la charge de la revue de la IIIe Internationale, l'*Internationale Communiste,* à cette époque d'une importance capitale pour le mouvement communiste de tous les pays où elle apportait les articles de doctrine et de tactique écrits par Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Rykov, Tomski, etc... — tous les « traîtres », selon Staline. Quand fut décidée la création de la *Correspondance Internationale,* c'est encore Victor Serge qui en reçut la charge. Il s'installa à Berlin où j'eus aussi l'occasion de le visiter. Il vivait là, avec sa femme et son jeune garçon, dans une pièce minuscule qui servait à la fois de bureau, de salle à manger, de chambre à coucher. M. Sadoul, soucieux de son confort même en temps de révolution, aurait trouvé cela absurde.

Mais laissons ces calomnies stupides et bornons-nous à rappeler brièvement les conditions dans lesquelles M. Sadoul a été amené à adhérer au bolchevisme. On a d'abord cette appréciation de Lénine donnée incidemment dans la « Lettre aux ouvriers américains » (août 1918) : « Le capitaine Jacques Sadoul qui, sympathisant en paroles avec les bolcheviks, était en fait dévoué corps et âme à l'impérialisme français. » Le moment vint où il fallut choisir : ou se rallier franchement à la Révolution soviétique ou aller rejoindre ceux de ses camarades officiers de la mission française qui, pour leur activité contre-révolutionnaire, avaient été incarcérés. Il y aurait d'autres choses à dire pour compléter la biographie politique de M. Sadoul, mais ce sont là des faits qu'il ne peut pas contester tandis que sa dénonciation des « bandits » est, du commencement à la fin, mensongère. Correspondant des *Izviestia,* il écrit à la commande et s'adapte au ton du jour. Ce n'est pas compliqué : quiconque se permet de ne pas trouver en tout admirable la politique de Staline, quiconque refuse de la suivre aveuglément dans ses acrobaties, ses volte-face, ses reniements, quiconque dénonce comme des procès de sorcellerie les abominables machinations qui conduisent à l'extermination systématique des vieux bolcheviks, est aussitôt dénoncé comme un contre-révolutionnaire, complice des saboteurs, des voleurs, des assassins, enfin comme agent de la Gestapo. Ce qu'atteste le plus certainement le dernier exploit « littéraire » de M. Sadoul, c'est un avilissement de l'homme, un mépris de l'intelligence, une peur de la discussion et de la vérité, qui ne constituent pas les traits les moins alarmants du stalinisme.

A. ROSMER.

Le prolétariat espagnol lutte sur deux fronts

La situation militaire

De plus en plus, le prolétariat espagnol semble amené à lutter simultanément sur deux fronts : contre les armées fascistes, d'une part, et contre un retour offensif de la bourgeoisie à l'intérieur des régions soumises aux « gouvernementaux », d'autre part. Ces deux activités s'influencent mutuellement.

Ainsi, la chute de Malaga fut utilisée comme prétexte pour accentuer la militarisation des forces armées, c'est-à-dire enlever au maximum le caractère prolétarien des milices pour établir une armée soi-disant au-dessus des partis. Le prétexte de la chute de Malaga, attribuée au désordre et à l'incohérence des anarchistes, fut extrêmement mal choisi; en effet, cette ville était dominée au cours des derniers temps par des éléments communistes qui auraient donc pu montrer dans la réalité ce que valaient leurs méthodes d'organisation. La vérité est que Malaga est surtout tombée parce que le gouvernement de Valence n'envoyait presque pas d'armes sur ce front. Une situation analogue se crée sur le front d'Aragon.

Voici ce que dit à ce sujet le camarade Rovira, chef de toutes les forces armées du P.O.U.M. dans une interview publiée dans *La Batalla*, du 7 mars 1937. Répondant à la question : Où en est le front d'Aragon, Rovira déclare :

Ce front est dans la même position invraisemblable où il était il y a trois mois. Cela veut dire : les armées ouvrières avec l'armement pris à la quatrième division au cours des journées de juillet, se sont installées sur une espèce de ligne de vigilance en face des positions que l'ennemi eut le temps de préparer solidement, profitant de la politique militaire de désordre et de confusion pratiquée par la Généralité dès les premiers jours.

— Il semble qu'on a triomphé de tout cela...

— Non. Cette situation délicate des armées ouvrières fait qu'il est toujours d'actualité de poser la question présentée par la presse responsable :

Que se passera-t-il sur le front d'Aragon ? Pourquoi n'attaque-t-on pas sur le front d'Aragon ? Tandis que nos forces n'ont pas reçu d'autres armes que celles qu'elles ont prises pour leur propre compte dans les rues de Barcelone aux militaires insurgés. Par contre, l'ennemi a reçu l'appui décidé des puissances fascistes. Pendant ce temps, tandis que l'arrière n'a pas su solutionner aucun des problèmes du front, les fascistes ont organisé leur territoire et ont compris que la guerre ne se gagne pas en organisant des souscriptions, en faisant des parades, ni en demandant sur des calicots la construction des tanks.

— A quoi attribues-tu ce manquement de l'arrière ?

— A ce que le gouvernement de la Généralité n'a pas de politique révolutionnaire définie; il n'a pas su s'organiser. Il n'a pas d'argent pour acheter des armes, payer les miliciens et subvenir à son intendance. Les comptes courants appartenant aux réactionnaires sont maintenus dans les banques; les dépenses du front sont payées comme s'il s'agissait d'une guerre bourgeoise, et cela pour ne pas avoir su socialiser les industries nécessaires à la guerre.

— Crois-tu que le gouvernement catalan ne peut pas prendre des initiatives ?

— Non, il ne peut pas en prendre sur le front qu'il contrôle; il est subordonné au gouvernement de Valence, qui se livre à des spéculations politiques. Chaque envoi d'argent ne comporte que des sommes ridicules. Le gouvernement catalan a la promesse de recevoir du gouvernement de Valence 3 millions de pesetas par semaine.

Cette somme ne permet pas de résoudre d'une façon autonome les problèmes militaires du front, ni d'acheter des armes à l'étranger, ni d'installer une industrie de guerre.

— Tu dis que les envois d'argent sont subordonnés à certaines conditions ?

— Les paiements s'effectuent avec de grands retards et ne se réalisent qu'après des victoires politiques obtenues par la petite bourgeoisie de l'Esquerra et le P.S.U.C. Un échantillon de ces victoires est le décret sur l'ordre public. Cela veut dire : si la révolution fait un pas en arrière, il arrive quelques millions pour payer des dettes.

— Que disent, à ce sujet, les camarades anarchistes ?

— Je crois qu'ils n'ont pas été assez intransigeants et ont été trop généreux pour faire des concessions en présence de la situation. J'espère qu'ils sauront réagir dans un sens révolutionnaire, si les choses s'aggravent comme elles sont en train de le faire.

— Et dis-moi, tout à fait clairement pourquoi Huesca n'a pas été prise ?

— Jusqu'à présent, les forces loyales n'ont eu l'initiative sur aucun front, ne leur permettant pas ainsi de prendre aucune ville. Ceci, parfois, non plus n'a pas d'importance militaire. Mais c'est toujours l'ennemi qui en attaquant à déterminé notre attitude. Nous sommes arrivés aux portes d'Huesca, Saragosse, Oviedo, Teruel... sans réussir à rompre les positions de l'ennemi. Huesca n'est pas prise par suite du manque de matériel, exactement comme les autres villes; cela se produit surtout parce qu'il n'y a pas de plan d'ensemble pour les différents fronts, obligeant l'ennemi à recourir à des forces et à du matériel pour se défendre.

— Quelles sont les forces couvrant le secteur d'Huesca ?

— Les anarchistes et les communistes du P.O.U.M. Eux, comme nous, sont décidés à prendre l'initiative sur le front d'Aragon, si les conseillers acceptent nos propositions en envoyant les hommes et les fusils des institutions armées que l'on maintient à l'arrière.

A côté des difficultés créées par les manœuvres politiques des partis bourgeois de gauche, il y a que les régions « gouvernementales » abondantes en hommes mais devant chercher à utiliser au maximum la faible quantité d'armes disponibles, négligent le travail de fortification. Voici un témoignage de *La Batalla* du 7 mars 1937 :

A Malaga, on n'avait pas construit les fortifications nécessaires pour résister à une attaque des fascistes. La même chose s'est produite dans l'extrême sud du front d'Aragon. Les troupes détachées là-bas ont vécu pendant trois mois dans le meilleur des mondes sans construire de fortifications d'aucune sorte. Conséquence naturelle : dès la première attaque des forces fascistes, il fallut reculer perdant une série de villages de grande importance pour nous. Ce n'est pas la même chose qui se passe en Catalogne. On l'a écrit dans la presse; des éléments responsables des organismes gouvernementaux l'ont dit : Nous devons nous retrancher ! Et l'on fait des retranchements... Le long de la côte catalane, des fortifications s'élèvent et devant elles nous nous demandons : La majorité des fortifications construites sur notre littoral, serventelles à quelque chose ? Il n'y a qu'un seul lieu où existent de véritables retranchements. On ne peut en dire autant des autres lieux de la côte. Concrètement : des centaines de journées sont perdues à la construction de « fortifications » qui ne peuvent que servir aux enfants des villages voisins pour y jouer à la « guerre ».

La militarisation

Ainsi, d'une part, nécessité de remédier par la méthode et la réflexion à la prépondérance du courage passionné et désordonné, mais d'autre part, utilisation de cette nécessité pour introduire à travers une discipline superficielle le désarmement du prolétariat au profit de la petite bourgeoisie. Les données de ce problème sont clairement présentées dans une interwiew publiée par l'organe anarchiste de langue anglaise *Spain and the World*, du 19 février 1937, et fournie par Camille Berneri, militant libertaire italien, délégué politique auprès du Bataillon Ascaso, sur le Front d'Huesca.

J'ai l'impression que les miliciens font de grands progrès. Au début, on constatait de la naïveté dans les actes des miliciens se heurtant à un matériel de guerre moderne : par exemple, tirer inutilement sur des aéroplanes volant à grande hauteur. Les moyens de transport étaient galvaudés, le problème des routes négligé, les armes et les munitions étaient insuffisantes, mal coordonnées, et parfois, les actions des diverses armes et colonnes n'étaient pas coordonnées du tout.

A présent, les miliciens espagnols semblent avoir retiré des avantages des enseignements acquis au cours des quelques derniers mois; les transports commencent à se rationaliser; les routes se réparent; les armes et les munitions sont plus abondantes et efficaces; à travers « l'esprit de colonne » s'infiltre l'idée d'un commandement coordonné. Des divisions sont formées complétant le plan économique de guerre défendu par les meilleurs militants de la C.N.T. et de la F.A.I.

Ce sont naturellement ces deux organisations qui sont les partisans les plus convaincus d'un commandement unique qui permettrait d'exercer une pression sur les points faibles des lignes ennemies, prévenant la pression accablant les villes assiégées et empêchant le déplacement et la concentration des forces fascistes.

— Alors, faisons-nous observer, il y a du bon dans la militarisation ?

— Certainement, répond Berneri avec conviction, mais il faut faire une distinction; il y a d'une part un formalisme militariste, qui en plus de ce qu'il est ridicule, est parfaitement inutile et nuisible; il y a d'autre part, la discipline. Discipline de fer, *c'est la discipline existant dans la colonne Durruti. Le formalisme militariste, c'est celui qui s'infiltre dans certaines colonnes contrôlées par le P.O.U.M. Quand on affirme comme on le fait dans le décalogue de la colonne Uribarri, que le soldat qui sait saluer proprement sait aussi combattre, on est coupable d'une réminiscence stupide de Frédéric II ou de Pierre le Grand.*

Pour cette raison, aussi, je considère que la tactique juste est une tactique intermédiaire : il ne faut pas verser dans le formalisme militariste et ne pas épargner sa répugnance au formalisme anti-militariste. En acceptant et en réalisant toute la discipline nécessaire requise, nous serons en état de faire échouer les manœuvres de Madrid et de Moscou, tendant à renforcer, au nom des nécessités de la militarisation, l'hégémonie militaire sur la révolution espagnole : instrument de l'hégémonie politique.

Pour ma part, je considère comme une erreur de parler comme le font certains militants de la C.N.T.-F.A.I. de commandement suprême *au lieu de* commandement unifié. *L'intention est bonne, mais le terme utilisé luimêmé porte à des malentendus dangereux.*

Donc, brièvement, les réformes nécessaires dans la milice devraient être à mon point de vue les suivantes : la constitution de divisions ; distinction claire entre commandement militaire et contrôle politique dans le domaine de la préparation et l'exécution d'opérations de guerre ; discipline de fer dans l'exécution des ordres, mais conservation de certains droits fondamentaux : ceux de nommer et de destituer les officiers.

Les socialistes envisagent la question de la militarisation aussi sous l'aspect industriel ; ils défendent surtout l'idée de la disparition de tous les comités ouvriers surgis pour des nécessités de ravitaillement, de défense de quartier, d'occupation d'usine. Ce point de vue est particulièrement exprimé dans *Claridad*, organe de l'U.G.T. du 19-2-37, dans un article intitulé :

La dissolution des comités facilitera la direction unique dans le militaire et dans l'économique.

Quand la guerre commença en Espagne, il y eut des organisations qui se consacrèrent à créer continuellement des comités. Dès que quelque problème se dressait, naissait immédiatement un nouvel organe directeur, comme s'il s'agissait d'une panacée portant remède à tout. Dans bien des occasions et certainement

dans la majorité des cas, il n'y avait là qu'un élément de trouble ou un paravent pour justifier des activités qui honnêtement étaient injustifiables. D'autres comités, reconnaissons-le sincèrement, donnèrent un résultat pratique. Mais peu importe, devant quelque cas que nous nous trouvions, nous pouvons affirmer sans craindre de nous tromper, que tous ces organes ont fini d'accomplir la mission pour laquelle ils furent créés. A présent, ces organes ne peuvent plus être que des obstacles à un travail qui correspond uniquement et exclusivement au gouvernement de Front populaire auquel participent en pleine responsabilité toutes les organisations politiques et syndicales du pays.

Une des conséquences immédiates de cette conception est le désarmement de tous les syndicats et partis de gauche au profit de l'armée dite populaire. *Claridad* de la date déjà citée est précise sur ce point :

Les syndicats, fédérations, cercles, rayons et athénées, les partis et les particuliers doivent se hâter de remettre les armes longues (fusils) qu'ils détiennent. Plus aucune réserve n'a de valeur après les déclarations de discipline et d'attachement au gouvernement de Front populaire. On ne peut tolérer des particularismes quand nous avons convenu d'unifier toutes nos forces dans l'armée du peuple et que nous avons promis d'obéir à un seul commandement.

Le plus étonnant, c'est que la C.N.T. a obéi à cette injonction en publiant le document suivant cité d'après *Solidaridad Obrera* du 13-3-37 :

Valence, 12. — *Le Comité national de la C.N.T. a publié un document dans lequel il dit que l'ennemi se lance en une offensive générale dont l'objectif est Madrid. Dans ces conditions, on ne peut justifier sous aucun prétexte de détenir des armes longues à l'arrière puisqu'elles sont destinées pour le front. Pour cette raison, nous portons à la connaissance de tous les camarades, syndicats et comités de la C.N.T., que dans le délai de 48 heures ils doivent rendre toutes les armes pour qu'elles soient mises au service des brigades devant être utilisées immédiatement sur les fronts. Et que celui qui ne veut pas se séparer de ses armes qu'il se mette immédiatement avec le fusil à la disposition des sections de défense pour être mobilisé, une fois encadré dans les brigades de l'armée populaire. Celui qui désobéit à cette consigne devra s'attendre à toutes les conséquences du désarmement.*

La F.A.I. avait lancé le même mot d'ordre beaucoup plus tôt, en l'aggravant considérablement. Le communiqué suivant du Comité péninsulaire de cette organisation est cité d'après *Claridad* du 20-2-37 :

Faire exécuter la consigne par laquelle toutes les armes longues doivent être envoyées au front. Tout l'or doit être remis au département de la guerre pour en employer la valeur aux nécessités de celle-ci. Toutes les organisations ouvrières et antifascistes doivent vider leurs caisses et leurs revenus et constituer un fonds commun à la disposition du gouvernement qui doit l'employer dans des buts utiles pour la guerre.

La reichswehr espagnole

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions l'œuvre de défense contre le fascisme à l'intérieur du pays, c'est-à-dire les troupes de police aient elles aussi été soustraites à l'influence prolétarienne.

A la date du 1-3-37, une série de décrets dits d'ordre public étaient promulgués par le Conseil de la Generalidad; le texte suivant les résumant a été reproduit d'après la *Batalla* du 4-3-37 et a un caractère officiel :

Décret par lequel sont dissous les corps de la Garde nationale républicaine, Sûreté et Assaut, Investigation et Vigilance, Patrouilles de contrôle et tous les organismes qui exercent des fonctions d'ordre public, et créant le corps de sûreté intérieure et déterminant les fonctions de ce corps.

Décret par lequel sont dissous les conseils d'ouvriers et soldats et tous les organismes politiques ou syndicaux qui sont formés par des individus de n'importe lequel de ces corps ou organismes d'ordre public et interdisant catégoriquement qu'aucun fonctionnaire, garde, soldat, officier ou chef des corps d'ordre public fasse partie d'une organisation politique ou syndicale quelconque.

Décret qui fixe le nom de Direction générale de Sûreté de Catalogne au Commissariat général d'Ordre public et créant la charge de Directeur général de la Sûreté de Catalogne.

Décret par lequel sont dissous les Conseils de Sûreté intérieure et de Défense des municipalités ou conseils municipaux de Catalogne et fixant les normes suivant lesquelles devront se diriger dans leurs diverses fonctions les municipalités.

Décret ordonnant la retraite de tous les lieux où étaient établis les commissariats ou détachements armés pour la vigilance des frontières, de toutes les patrouilles, miliciens, comités d'investigation ou contrôle, quelle que soit la mission qu'ils exercent et l'organisme politique et syndical qui les ait nommés.

Quelques mots d'explication :

Ces décrets sont l'œuvre d'Aiguader, ancien maire de Barcelone, vieux politicien madré, pénétré de l'esprit du régime bourgeois.

Ils suppriment les détachements de la C.N.T. qui, dans la région frontière, empêchaient la fuite des factieux et l'entrée des espions.

Ils nomment un dictateur policier et substituent les fonctionnaires désignés par celui-ci aux Conseils de Sûreté, organes paritaires composés de membres des divers syndicats et partis ouvriers.

Ils abolissent les Conseils d'ouvriers et soldats, noyaux de révolutionnaires, établis dans les anciennes Gardes civile et d'assaut, cherchant à épurer les rangs du commandement de celles-ci. Ce Conseil vient de faire constater, dans une note publiée par la *Batalla* du 7-3-37, qu'aucune des nombreuses dénonciations d'officiers factieux qu'il avait présentées n'a été prise en considération.

Enfin, l'interdiction à tout agent ou fonctionnaire du nouveau Corps de la Sûreté d'appartenir à un syndicat ou à un parti va enlever au prolétariat toute possibilité d'influence ou de contrôle.

Les Patrouilles de Contrôle et les Commissions d'Investigation, formées surtout de syn-

diqués de la C.N.T. et de la F.A.I., ainsi que de quelques membres du P.O.U.M., vont se trouver dissoutes et noyées dans le nombre important d'anciens gardes civils qui ont gardé leur vieil esprit d'autrefois.

Comment ces décrets ont-ils été accueillis par les organisations ouvrières ?

Ils sont soutenus et appuyés par l'Esquerra et le P.S.U.C., c'est-à-dire par la petite bourgeoisie, épaulée par les communistes, voyant là une arme excellente pour étouffer les tendances prolétariennes, fidèles à leur classe. Le P.O.U.M. a sonné l'alerte depuis plusieurs semaines et mène une violente campagne pour démasquer le véritable sens de ces mesures. Les ministres anarchistes, les Santillan, les Isgleas, après avoir discuté en petit comité, se sont inclinés.

L'un d'eux, Dionisio Eroles, commissaire actuel à l'ordre public, militant en vue de la C.N.T., s'est même permis d'acclamer ces décrets dans les termes suivants, empruntés à un communiqué officiel reproduit par la *Batalla* du 9-3-37 :

Bien qu'ayant subi un peu de retard, la création du corps unique, appelé de Sûreté intérieure, est enfin une réalité ; c'était là notre fervent désir, car l'Ordre public se ressentait de ce manquement d'unité et d'orientation.

Par contre, *Solidaridad Obrera* du 7-3-37 est d'un autre avis :

C'est erroné que de créer le Corps unique de Sûreté, en imposant à ceux qui le forment la condition de ne pas appartenir à l'association syndicale, révolutionnaire ou politique ayant sa préférence. C'est une équivoque que de former cette armée incolore. Grâce à ces deux organismes, nous avons fait deux pas géants vers les rangs des ennemis du prolétariat.

L. NICOLAS.

L'intervention de l'armée italienne en Espagne

Dès le début de la bataille de Guadalajara, le 8 mars, 4 soldats italiens étaient faits prisonniers par l'armée républicaine. Voici, d'après un communiqué de del Vayo, le ministre espagnol des Affaires Etrangères, quelles furent leurs déclarations :

Les 4 prisonniers, un sergent et 3 soldats, déclarent avoir été débarqués à Cadix, le 1er février; ils faisaient partie d'un contingent de 5.000 hommes groupés en 8 bataillons qui appartenaient à la 2e division des milices fascistes commandée par le général Coppi, ancien inspecteur de l'infanterie italienne.

Les prisonniers appartiennent au bataillon 751 composé de 3 compagnies de fusiliers et une compagnie de mitrailleuses lourdes. Selon ce qu'ils indiquèrent, ils arrivèrent à Siguenza le 8 courant, ayant pu constater la présence, sur ce front, de 6 bataillons italiens. Le 751, auquel ils appartiennent, est celui qui marche avec la compagnie de tanks. Les numéros des 3 autres bataillons de leur division sont : 530, 630 et 636.

Ils déclarèrent également avoir vu 16 pièces d'artillerie de différents calibres, toutes servies par des italiens.

Enfin, ils signalèrent, sur ce même front la présence d'artillerie allemande, ainsi que celle de la 3e division des milices fascistes italiennes.

Après un nouvel interrogatoire, les prisonniers pourront être vus par les représentants de la presse internationale. Leurs noms sont . Rafaele Marroni, Pascuale Speranza, Mayo Stopini et Placido Dante.

Peu après, le 11 au matin, une section de mitrailleurs italiens était faite prisonnière, sur le même front; elle était composée de 41 hommes dont 1 commandant; 2 lieutenants et 1 sergent.

Voici, d'après l'Agence Cosmos, quelles furent les déclarations de ces nouveaux prisonniers :

D'après leurs déclarations, les prisonniers constituaient un peloton de mitrailleurs dans l'une des 4 divisions qui se trouvent actuellement en Espagne avec tout leur matériel et tout leur personnel, y compris leur haut commandement.

Ce sont des divisions de Chemises Noires, sauf une qui appartient à l'armée régulière italienne. Elles ont fait la guerre d'Abyssinie et, lorsqu'on les a à nouveau mobilisées, on leur a dit que c'était pour retourner en Afrique Orientale, mais on les a conduites en Espagne.

Le général qui commande l'ensemble de toutes ces forces est le général Mangini; les généraux qui commandent les divisions sont les généraux Borgomoli, Daronnoli et Coppi, et un autre dont le nom est inconnu.

La presse internationale fut, dès le jour même, admise à photographier tous les prisonniers.

R. LOUZON.

« POUR L'HISTOIRE »

En nous envoyant du front de Teruel les notes qui précèdent, Louzon ajoute : « Pour l'histoire ». C'est aussi pour l'histoire que nous ajouterons la déclaration faite par le comte Grandi, ambassadeur du Duce à Londres, au Comité de non-intervention, le 23 mars :

Les volontaires italiens ne quitteront pas le territoire espagnol avant que les forces du général Franco aient obtenu la victoire complète et définitive.

Faut-il des commentaires ? A quoi bon ! Ceux qui n'ont pas vu que le Comité de non-intervention n'était qu'hypocrisie et duplicité c'est qu'ils n'ont pas voulu le voir.

Sauvegarder la paix ? En réalité la politique de Delbos produit tout l'effet contraire.

Il y aurait longtemps que la guerre d'Espagne serait terminée si l'on avait permis au gouvernement régulier espagnol de se ravitailler en armes.

La tragédie du Sud-Tunisien
ou la vérité sur le massacre des grévistes de Metlaoui

La douloureuse tragédie qui vient d'ensanglanter les mines de phosphates de Metlaoui et de M'dilla du Sud-Ouest tunisien n'avait pour cause que les conditions inhumaines dans lesquelles travaille le prolétariat tunisien du sous-sol.

Les Compagnies minières ne sont pas seulement concessionnaires de l'exploitation des richesses du sous-sol, mais les propriétaires véritables de la mine et de tous les terrains environnants. Elles sont également propriétaires des chemins de fer (construits aux frais de l'Etat) qui desservent les ports d'expédition du minerai. C'est dire la toute puissance de ces Compagnies capitalistes dont les fiefs constituent de véritables Etats dans l'Etat.

La mine étant un fief, elle avait des frontières et ses frontières étaient sérieusement gardées. Défense absolue était faite aux étrangers de l'exploitation d'y pénétrer. Malheur aux syndicalistes qui osaient s'y aventurer. Et les mineurs, gens simples, étaient de cette façon soustraits à toute idée d'organisation et à tout contrôle ouvrier. Ils étaient tous soumis au travail à la tâche, faisaient des journées de 14 et 16 heures, étaient des clients de l'exploitation quant à leurs produits de subsistance, contractant toujours des dettes avec la cantine et ne gagnant pas assez pour s'en acquitter, ils devenaient les esclaves de la mine.

La cause du massacre

La cause du massacre n'était pas la révolte des esclaves. Ceux-ci n'avaient jamais pensé et ne pensent pas déposséder des actionnaires à leur profit. Ils ne demandent pas non plus la socialisation de la mine.

Leur crime était de chercher à profiter des avantages de la loi de 8 heures, de demander qu'on leur construise, au lieu et place des cavernes où ils logent, de modestes habitations ouvrières avec de l'eau et de la lumière.

Car, la législation imposant depuis quelques mois la loi de 8 heures à toutes les branches de l'activité économique du pays, l'ouvrier des mines, qui travaillait 16 heures par jour et à la tâche, s'est vu réduire son salaire de moitié au moment même où le barème des denrées alimentaires suivait une courbe inverse.

Groupés depuis quelques mois au sein d'un même syndicat, ils avaient réclamé à juste titre le salaire moyen des journées de travail antérieur à l'application de la loi de 8 heures. Disons également que l'application de cette loi n'a été faite dans les mines que grâce à une grève antérieure. N'obtenant pas satisfaction, ils s'étaient mis de nouveau en grève et allaient tous les matins occuper la cour des ateliers.

La réunion du Conseil de guerre

Cette manière de faire des ouvriers qui vivaient jusque-là dans la docilité parfaite de l'esclavage devait naturellement exaspérer et la direction de la mine et l'autorité locale, réactionnaire on ne peut plus. Aussi le matin de la tuerie (le jeudi 4 mars) ils avaient tenu, tous ensemble, un conseil de guerre au siège de la mine.

Assistaient à cette réunion, les ingénieurs, le contrôleur civil et le Caïd de Gafsa, le commissaire de police, le colonel Mourot et le commandant Nacivet, chefs de la gendarmerie de la région. Le plan d'attaque avait été conçu par le colonel Mourot qui avait amené avec lui 42 gendarmes; tout comme le contrôleur civil avait amené ses spahis. Il fut donné ordre au médecin de la mine de préparer ses instruments de chirurgie, ses brancards et d'aménager des lits pour les blessés. (Tout comme cela se passait pendant la guerre, avant l'attaque.) Et, dans l'après-midi, l'ordre d'attaque a été donné.

Le massacre

Le capitaine Nacivet, à la tête des gendarmes et des spahis, postés derrière le mur de clôture des ateliers, avaient encerclé les grévistes, à l'entrée sud de la cour. L'aile gauche était constituée par les ateliers, et l'aile droite par le bureau de paye et une basse barrière à claire-voie gardée par un peloton de Sénégalais. Les ouvriers assis dans la cour, — espèce de couloir, traversé par une voie ferrée — devaient au commandement du capitaine Nacivet se replier en arrière et sortir par la porte nord de la cour qui était la plus proche de leurs demeures. L'ordre donné d'abandonner les lieux étant resté sans réponse, le massacre commence. Armés de mousquetons de guerre chargés de balles D (balles reversibles) et de pistolets automatiques à neuf coups, abrités par le mur de clôture à faible hauteur et à genoux dans la position de tir devant la porte à clair-voie de l'entrée Sud, les gendarmes et les spahis tirent dans le tas des grévistes.

Pendant ce temps le contrôleur civil et les directeurs de la mine occupaient le 1er étage du bureau de paye qui dominait les grévistes. On nous a même assuré que le premier coup de feu, le signal de la fusillade était parti de la fenêtre du même local, ce que confirment les constatations médico-légales faites sur le cadavre de l'ouvrier Mahdi ben Youssef, atteint d'une balle au niveau de la partie supérieure du crâne : au vertex.

Le bilan de la fusillade

Il est affreux ce bilan : 17 morts et 34 blessés dont 11 avaient eu des plaies multiples; 23 balles à la fois au niveau de la tête, du tronc et de l'abdomen, de face ou de derrière.

Poignant le spectacle de ces cadavres humains alignés côte à côte devant leurs tombes ouvertes : avec des crânes fracassés, des jambes brisées, des ventres ouverts. Pénible à voir cette salle de l'hôpital de la mine où les blessés montraient sur leurs lits leurs membres amputés, fracturés, paralysés à la suite de lésions de la moelle épinière...

Quelques constatations doivent être signalées : le tiers des blessés avaient été frappés par derrière. Les blessures siégeaient soit au niveau de la partie

supérieure du tronc et de la tête, soit au niveau de la partie inférieure de l'abdomen, au niveau de la racine des jambes et des fesses. Ce qui confirme la position des fusilleurs: debout, posant leurs mousquetons sur le mur (de clôture) ou à genoux devant la porte à claire-voie dans la position du tireur. Autres constatations: le tir ayant été rapide, violent et puissant, il n'est pas douteux qu'une même balle D, tirée dans le tas des grévistes, avait dû faire plusieurs victimes à la fois, les ouvriers n'ayant pas eu le temps de fuir.

L'expertise médicale relève également des contusions et des fractures par objets contondants; il s'agit d'ouvriers poursuivis par les Sénégalais jusque devant la porte de l'hôpital où ils cherchaient refuge, ou de leurs demeures.

Ce fut une véritable chasse à l'homme organisée, combinée on ne peut mieux.

Cela du côté ouvrier.

◇◆◇

Du côté de la gendarmerie, il est bon de connaître le nombre des blessés. Ce sera servir la vérité et répondre aux défenseurs des fusilleurs de la classe ouvrière, à tous les journaux bourgeois de France et de Tunisie, qui avaient au cours de cette tragédie essayé d'empoisonner l'opinion publique par le mensonge et la calomnie.

Eh bien, du côté des gendarmes il y a eu exactement ceci :

1° Le capitaine Nacivet, qu'on avait présenté en victime des ouvriers, avait reçu, comme il a déclaré lui-même, un coup de bâton sur la tête au moment où il essayait d'arrêter un gréviste. Il a donc une légère contusion, ne l'ayant pas empêché de continuer son service, autrement dit n'ayant nécessité aucune incapacité de travail.

2° Le gendarme Rousselot a eu une plaie au niveau de la tempe, sans lésion osseuse; plaie déterminée par retour d'une balle D tirée par l'un des ses camarades.

3° Le gendarme Marec, a eu une plaie à la racine de la cuisse. Et enfin le gendarme Champagnac est tombé en poursuivant un gréviste et s'est fracturé le péroné.

◇◆◇

De ce triste bilan on peut déjà déduire une première conclusion :

Du côté des gendarmes, 4 blessures légères, ne déterminant aucune incapacité permanente.

Du côté ouvrier, 17 morts et 34 blessés, la plupart gravement atteints.

A Chicago, à Fourmies, la classe ouvrière avait payé moins cher la réalisation de la loi de 8 heures. Le capitalisme colonial est plus rapace, plus sanguinaire que le capitalisme des métropoles.

On décore les fusilleurs

Et ce qui ajoute le comble au deuil du prolétariat tunisien, c'est que le gouvernement propose déjà les fusilleurs à la décoration du Nichan.

En effet, le soleil du sud n'avait pas encore desséché le sang des victimes ouvrières, l'enquête judiciaire et l'enquête administrative n'étaient même pas achevées, que le gouvernement français demandait au Bey quarante-deux décorations (Nichan El Iftikhar, pour les quarante-deux gendarmes qui avaient participé à la fusillade des ouvriers.

Devant la réticence du Bey et la protestation indignée et unanime de toute la population tunisienne, la Résidence de Tunis revient sur sa première décision et annonce qu'il s'agissait de décorer seulement les quatre gendarmes qui avaient été blessés.

Qu'on décore quatre ou quarante gendarmes, peu importe. Le fait est là. Il signifie qu'on veut couvrir les assassins de la classe ouvrière, qu'on cherche à étouffer la tragédie de Metlaoui, qu'on désire confirmer au prolétariat tunisien la dure leçon que les dirigeants de la mine ont voulu donner à leurs ouvriers; à savoir : dissoudre le syndicat et ne plus songer à la grève.



Que penser de cette attitude des représentants du gouvernement du Front populaire? Lamentable? Non ! Odieuse.

Il faut procéder de suite à l'épuration des hauts fonctionnaires du protectorat, tous factieux, sinon c'est la faillite à jamais du Front populaire lui-même.

Appel à la classe ouvrière française

De la relation que nous venons de faire des événements de Metlaoui, il résulte qu'il y a eu crime, c'est-à-dire assassinat avec préméditation.

Qu'on considère comme un crime l'organisation des ouvriers en syndicat, et la défense légitime de justes et humaines revendications.

Que si la classe ouvrière française ne manifestait pas sa solidarité agissante vis-à-vis de la classe ouvrière tunisienne, les gendarmes assassins seraient décorés au lieu d'aller en prison et les ouvriers payeraient les frais d'un nouveau massacre.

Ici l'Union des Syndicats a fait son devoir. Son secrétaire, le camarade Bouzanquet s'est dépensé corps et âme pour faire reprendre aux mineurs, meurtris par la douleur et accablés par la terreur, confiance en eux-mêmes, confiance en la force de l'organisation, le syndicat, et confiance dans l'avenir. Il faut que de l'autre côté de la Méditerranée, le prolétariat français nous tende fraternellement une main secourable. Autrement, la solidarité ouvrière n'a pas de sens.

Camarades Français, aidez-nous à imposer chez nous les lois dont vous bénéficiez.

Aidez-nous également à obtenir le châtiment des assassins.

Hadi ZAMANE.

Tunis, le 17 mars 1937.

N. B. — Dans le prochain numéro de la *R. P.*, je relaterai les événements des Mines de M'Dilla, où il y a eu 3 grévistes tués par les Sénégalais et deux blessés.

Causeries et conférences

Une réunion organisée par le Cercle d'études du syndicalisme lutte de classes du Bâtiment, aura lieu le samedi 3 avril, à 9 heures du matin, salle des Jeunesses républicaines,

10, rue Dupetit-Thouars, Paris-3e

OBJET DE LA RÉUNION :

Les buts du Cercle. — Les syndicalistes révolutionnaires en face de la situation

Orateur : DICHAMP

Les leçons des assassinats de Metlaoui (1)

« Les grèves de Metlaoui sont un mouvement professionnel et non point politique. La plupart des indigènes arrêtés sont d'ailleurs membres des syndicats et non du Destour. »

Telle est la déclaration faite aux journalistes, au cours de l'enquête menée personnellement dans le Sud-Tunisien, par M. Guillon, résident général de France à Tunis.

On ne peut accuser plus nettement la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa d'avoir fait assassiner les mineurs de Metlaoui.

Connaissant la puissance de cette compagnie, nous pouvons dire qu'un résident général ne se serait jamais permis un pareil jugement s'il n'avait pas été sûr de l'appui de son ministre. Celui-ci doit considérer que ce n'est pas le moment de mécontenter davantage les indigènes. Et je pense que des facteurs extérieurs, plus encore peut-être que les facteurs intérieurs commandent l'attitude de notre ministre des affaires étrangères.

On n'est pas copains avec Mussolini. La Tripolitaine touche à la Tunisie, les Italiens sont nombreux dans la Régence et la politique musulmane du Duce est inquiétante. Voilà, à mon sens, l'explication de l'attitude du quai d'Orsay; sans ça, M. Guillon n'aurait jamais osé être aussi formel dans son accusation.

◇◆◇

Puissante société au capital de 39 millions, ayant des intérêts dans la Compagnie des ports de Sousse, Sfax, Tunis et Bizerte, la Compagnie des tramways de Tunis, la Compagnie du gaz et de l'électricité de Tunis, un quotidien *La Dépêche tunisienne*, à sa dévotion, la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa constitue un véritable Etat dans l'Etat tunisien.

Elle entend que personne ne lui résiste : les *bicots* moins que les autres.

Pour comprendre dans quelles conditions elle exploite ses ouvriers, nous emprunterons à un journal tunisien les déclarations faites par un enquêteur, le camarade Panissal, trésorier de la Fédération ouvrière du sous-sol :

« Jusqu'à ces derniers temps, les ouvriers des mines de Moularès et de Redeyef travaillaient seulement à la tâche; ils devaient accomplir une besogne surhumaine pour gagner quelques francs par jour. Toute durée légale de la journée de travail était inconnue du patronat. On voyait ainsi des mineurs travailler la matinée entière, prendre quelque repos aux environs de midi, puis reprendre leur labeur jusqu'à une heure avancée de la nuit.

« Quand la journée de huit heures a été appliquée en Tunisie, grâce à M. Guillon — nous ne parlons pas, vous le voyez, de la semaine de quarante heures — il s'est agi de déterminer le travail que pourrait effectuer un mineur dans ce laps de temps quotidien.

« La Compagnie de Gafsa voulait, évidemment, que l'on prît pour base des chiffres se rapprochant le plus possible de ceux de l'époque au cours de laquelle les mineurs effectuaient onze et douze heures de travail par jour.

« Il faut malheureusement dire que le Service des mines tunisien eut trop tendance à écouter le patronat et pas assez les ouvriers pour l'établissement des barèmes qu'il fixa.

« Pour comprendre sainement les choses, il faut se rendre compte de l'état d'âme des mineurs qui devaient gagner, en dehors de quelques ouvriers spécialisés, 17 francs par jour environ, et qui, en raison du barème en cours, ne pouvaient espérer que 9 ou 10 francs par jour. »

C'est-à-dire 250 francs par mois quand le salaire moyen du mineur en France est de quatre à six fois plus élevé.

(1) Discours prononcé par Finidori au cours du meeting organisé par l'Union Anarchiste, le 17 mars, au Palais des Sociétés Savantes.

Ainsi, parce que ses ouvriers se refusaient à travailler pour 9 à 10 francs par jour, la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa les fait assassiner par les gendarmes.

19 morts, plus de 30 blessés chez les grévistes; 4 blessés chez les gendarmes.

Ces chiffres, à défaut d'autres renseignements, auraient suffi à désigner les coupables.

◇◆◇

Mais il faut dire qu'il y a d'autres responsables.

Ainsi, la responsabilité du Service des Mines tunisien n'est pas moins établie que celle de la Compagnie.

Si, pour l'établissement des barèmes à appliquer aux mineurs, « il avait écouté un peu mieux la délégation des mineurs, qui sur mes conseils s'est déplacée à Tunis — dira également Panissal — il est certain que la grève n'aurait jamais eu lieu ».

Le Service des mines dont parle Panissal dépend de l'administration des Travaux publics et a pour tâche le contrôle des mines. Or, il est notoire qu'il ne contrôle rien du tout, parce qu'il est inféodé à la Compagnie.

Et que dire de ceux qui ont condamné l'occupation des usines ? Est-ce qu'ils n'ont pas légitimé l'appel aux gendarmes et leur intervention ? Et donné une apparence de légalité à l'attitude de la Compagnie ?

De plus, si le gouvernement de Front populaire n'avait pas manqué de courage au cours des grèves de juin, il aurait profité du désarroi du patronat français pour accorder aux coloniaux les lois démocratiques et tous les avantages sociaux dont nous bénéficions; c'était le moment.

Je veux à peine parler du parti dit communiste dont la politique coloniale n'a rien à envier à celle de nos grandes compagnies. Quand on écrit que la « Patrie est en danger », comme le portait une affiche publiée par le parti communiste du Maroc, parce que les Marocains réclamaient la liberté d'opinion et de la presse, on donne la mesure de son ignominie.

Le parti socialiste a toujours été colonialiste. Cependant, quand il était dans l'opposition, il reconnaissait la nécessité d'accorder aux indigènes des libertés démocratiques. Cette nécessité, il ne l'a plus sentie du jour où il a pris le pouvoir. On trouve maintenant que les peuples coloniaux ne sont pas mûrs pour bénéficier des libertés démocratiques.

Que dire de la C. G. T. ? Et quand je dis C. G. T., je n'entends pas confondre les chefs syndicaux avec les syndiqués. Ceux-ci peuvent pécher par ignorance et je me garderai de leur faire grief de ne rien connaître aux questions coloniales, mais l'on ne peut avoir les mêmes raisons pour justifier l'attitude des chefs. Ceux-ci pratiquent sciemment la politique gouvernementale en matière coloniale, comme ils tiennent sciemment les cochons de payants dans l'ignorance.

Des délégués syndicaux sont en Tunisie. Ils ont fait des déclarations importantes aux journaux locaux. Le *Peuple*, organe de la C. G. T., en a publié quelques échos dans les premiers jours de l'assassinat parce qu'on ne pouvait tout de même pas ne pas en parler, mais la campagne n'a pas été soutenue. On a craint sans doute que la générosité ouvrière ne s'émeuve. Or, il ne le fallait pas. Ne sommes-nous pas en pleine « pause » ? Le gouvernement le veut ainsi. Il faut digérer les augmentations de salaires, les quarante heures, les délégués d'atelier, les congés payés. Donc, faisons la pause pour digérer. Tant pis pour ceux qui ne peuvent pas en faire autant.

Or, ceux qui ne peuvent pas en faire autant sont pourtant des syndiqués de la C. G. T. Il y a, paraît-il, 9 000 mineurs, sans compter les autres corporations, qui, malgré les nombreuses déceptions que leur a causées le syndicalisme français, viennent tout de même à l'organisation. Car l'ouvrier tunisien aime le syndicat et s'y conduit vraiment de façon remarquable.

Donc, pendant que des ouvriers tunisiens syndiqués à la C. G. T. sont assassinés parce qu'ils se

refusent à mourir de faim en travaillant, les ouvriers français de la métropole, font la pause.

C'est peut-être navrant, mais c'est un fait.

Et il ne faut pas croire que l'attitude de notre C. G. T. est uniquement dictée par le souci de ne pas gêner l'expérience Blum.

Elle a toujours procédé ainsi en matière coloniale.

Faut-il que je rappelle l'attitude ignoble qu'elle a eue en 1924 quand les ouvriers tunisiens, particulièrement dégoûtés d'être toujours trahis par les responsables syndicaux français, décidèrent de fonder une organisation syndicale à eux, la C. G. T. Tunisienne ?

Ceux qui en avions été les promoteurs, nous ne pouvions être que des hommes vendus à Moscou et à Berlin. J'étais à l'époque membre du parti communiste; le secrétaire de la G. G. T. Tunisienne, Mohammed Ali, mort en exil, venait de Berlin où il avait fait des études d'économie politique.

Représentants du parti socialiste et de la C.G.T., de France et de Tunisie, n'ont eu de cesse que quand nous sommes tombés sous les coups de la répression. Ce n'est que quand nous avons été devant les Assises que lesdits représentants n'ont plus mis notre sincérité en doute. Larmes de crocodiles, comme vous voyez.

Donc, l'attitude actuelle de la C. G. T. n'est pas fortuite. D'ailleurs, elle a toujours ignoré les revendications coloniales. Elle ne s'en occupe que dans la mesure où le gouvernement le lui permet, quel que soit ce gouvernement. Plus que partout ailleurs elle apparaît dans les colonies, où elle est autorisée à recruter des adhérents, comme un rouage de l'Etat.

En Tunisie les dirigeants de l'Union des Syndicats ont toujours joué, de mon temps, le rôle de freineurs.

Il apparaît cependant que depuis le passage de Peyrouton, qui a malmené un peu tout le monde, la mentalité a un peu changé là-bas. Mais rien n'est changé à Paris.

On pourrait dire : au contraire ! L'influence de plus en plus grande du Parti communiste dans la C.G.T. marque une tendance plus délibérée à sauvegarder la prépondérance française dans les colonies.

Alors ? Force nous est de convenir que nos camarades tunisiens restent bien seuls devant leurs morts. Ce n'est pas la poignée de révolutionnaires qui se refusent à la pause qui peuvent leur être d'une grande utilité. C'est l'action tout entière de la C.G.T. qu'il aurait fallu. Or la C.G.T., nous l'avons vu, ne fait guère une autre politique coloniale que celle du gouvernement.

Il y a à cela une raison profonde : c'est que 40 millions de Français profitent, à des degrés différents, sans doute, de l'exploitation de 60 millions d'indigènes.

Toutes ces libertés qu'on appelle démocratiques et dont nous jouissons, les lois sociales dont nous bénéficions, tant anciennes que nouvelles, nous les avons certes arrachées à la force du poignet, plus, elles ont poussé, fleuri dans le sang ouvrier.

Mais les ouvriers coloniaux ont lutté et luttent encore avec la même ardeur que nous avons pu mettre pour obtenir les mêmes avantages que nous. Comment se fait-il qu'ils ne réussissent que très partiellement ?

Mais tout simplement parce que la force de répression s'abat sur eux plus impitoyablement que sur nous.

Soumis les uns et les autres à l'exploitation capitaliste, nous aurions vite fait, si nous nous sentions les coudes, de renverser le régime.

Et les capitalistes qui ont oublié d'être bêtes le savent très bien. Ils se concilient notre complicité en nous faisant des conditions d'existence meilleures; tout en flattant notre orgueil, en nous faisant croire que nous sommes d'une essence supérieure.

Pendant ce temps ils exploitent les colonies, ils font suer le burnous et l'arrosent de sang pour lui faire rendre davantage.

Il leur faut des compensations, sans ça, n'ayez pas peur, le capitalisme français est encore capable de nous mettre à la raison en nous envoyant ses tirailleurs sénégalais, tunisiens, algériens, marocains, annamites. tous ces hommes que nous nous refusons à reconnaître comme nos égaux dès qu'ils ne vivent plus avec nous.

Car, en France, nous ne faisons pas de différence entre le colonial et le métropolitain, par contre, sans l'admettre expressément, nous permettons que l'on exploite plus durement que nous aux colonies le même homme que nous considérons ici comme notre égal.

Nous étions plus de 100.000 derrière le cercueil d'Achenchour, et nous nous réunissons en vase clos à quelques centaines pour 19 indigènes tués en Tunisie !

Il faut donc reconnaître que nous nous identifions avec notre propre impérialisme parce que nous sommes partie prenante dans l'exploitation de l'indigène; que nous sommes — en matière coloniale — avec les oppresseurs contre les opprimés.

J'ai donc raison de dire : Camarades indigènes des colonies, ne comptez que sur vous-mêmes, même sous un gouvernement de Front populaire: La classe ouvrière française vit de votre exploitation, sans s'en rendre compte souvent, mais elle en vit.

C'est pourquoi vous ne la trouvez pas à vos côtés dans les moments décisifs.

Je pense, d'ailleurs, que nos camarades coloniaux ne se font pas beaucoup d'illusions.

Ils savent que les quelques avantages qu'ils ont obtenus jusqu'ici ça n'a été que par la lutte.

Depuis l'occupation française en Tunisie, les travailleurs tunisiens luttent sans merci. Et le fait qu'en 1924 ils aient éprouvé le besoin d'avoir une organisation à eux témoigne de la maturité syndicale des Tunisiens, et qu'ils sont bien pénétrés de cette idée : qu'on est toujours trahi par ceux qui n'ont pas les mêmes intérêts que vous, qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Aussi leur demanderai-je, en raison de l'immense succès de la C.G.T. Tunisienne, de l'immense espoir qu'elle éveilla dans le cœur de tous les travailleurs indigènes, d'examiner s'il ne serait pas possible de la faire renaître, s'il ne serait pas possible pour faciliter cette renaissance de sonder l'opinion des travailleurs indigènes de toute l'Afrique du Nord.

Du moment que les intérêts des travailleurs européens et des travailleurs indigènes sont non seulement différents, mais souvent opposés, pourquoi les Africains n'auraient-ils pas une centrale syndicale à eux ?

Est-ce que l'Australie, le Canada, tout en étant liés à l'Empire britannique, n'ont pas leurs centrales syndicales ?

Une C.G.T. de l'Afrique du Nord voilà, camarades, quelle est l'organisation qui, à mon sens, sauvera les travailleurs de ces pays.

Oh ! je ne dis pas qu'il faille foncer tête baissée — car la France impérialiste veille.

Mais on peut lancer l'idée, l'aider à faire le voyage de Tunis à Casablanca, en passant par Alger. L'essentiel c'est que nos camarades Nord-Africains se persuadent de sa nécessité; pour le reste je les sais assez intelligents pour damer le pion à nos capitalistes, le moment venu.

Mais cela c'est l'avenir et nous avons à nous occuper du présent.

Que faire contre les crimes de Metlaoui ?

Réclamer : 1° la libération immédiate des ouvriers emprisonnés.

2° la révocation des chefs du service tunisien des mines;

3° l'application des lois démocratiques et sociales à la Tunisie, et du principe : à travail égal, salaire égal.

J.-P. FINIDORI.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



LA DACTYLOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 280